

N° 276 - 10 F
DECEMBRE 1986

ISSN 0245-9507



le peuple breton



ETUDE :

**LA BRETAGNE
A CHANGÉ**



1976



1986

NoNo



**DES LIVRES POUR
(S') OFFRIR**

JAPON : LES IDEES FAUSSES

POBL VREIZH

UNE NOUVELLE ETAPE POUR UN COMBAT SPECIFIQUE

Le 18^e congrès de l'UDB a été celui du réalisme, de la sérénité et de l'espoir.

REALISME

Réalisme dans le bilan qui a été dressé de l'action passée : « le congrès a constaté que le combat mené par l'UDB depuis sa création a abouti à des résultats non négligeables, même si les satisfactions restent partielles. Elle a joué un rôle irremplaçable dans la prise de conscience du problème breton, prise de conscience qui a permis que soient entreprises et souvent menées à bien des luttes populaires dans divers domaines (luttes sociales, dénon-



Une partie des 120 délégués.

ciation de certaines implantations touristiques, des projets de centrales nucléaires, initiatives dans le domaine linguistique, etc.). L'assemblée régionale, aussi imparfaite qu'elle soit et que soit son cadre d'élection, est désormais élue au suffrage universel, ce qui ouvre un nouveau champ d'action en Bretagne. La notion de peuple breton est maintenant admise. Parallèlement, l'UDB s'est révélée globalement incapable, au cours des 10 dernières années, d'appréhender (...) les mutations économiques et sociales », pour des raisons de moyens d'analyse et de stratégie unique d'union de la gauche.

SERENITE

Constatant que l'outil est, dans une certaine mesure, inadapté au combat, le congrès constate aussi que « l'UDB est aujourd'hui encore la seule force politique bretonne de quelque importance, autrement dit la seule capable de construire du nouveau ».

Reprenant les analyses proposées par le bureau politique (voir *PB* d'octobre, édito), notamment sur le développement arraché par le peuple breton dont la conscience n'est pas liées nécessairement au retard économique, l'UDB se donne aujourd'hui l'objectif stratégique de faire en sorte que le peuple breton se revendique en tant que tel, ce qui suppose aussi la défense active de l'identité culturelle bretonne menacée. *Un combat spécifique s'impose donc en Bretagne.* Des décisions capitales pour les Bretons se prenant à Bruxelles, il convient d'y être présents et de renforcer notre alliance à ce niveau avec d'autres partis de peuples sans Etat d'Europe, sans relâcher notre solidarité avec les peuples opprimés et exploités, en particulier du tiers-monde. La défense de l'environnement se trouve clairement intégrée à l'action de l'UDB contre la

logique productiviste et demeure un thème important d'analyse et d'action.

Ces grands axes ont été acceptés par plus de 80 % des mandats.

Sérénité aussi face à notre situation financière : l'effort entamé il y a 2 ans et demi est en train de donner des résultats substantiels. Sa poursuite s'impose, moyennant quoi l'assainissement total de la situation financière est à portée de la main. Le parti lui-même a cessé de perdre ses forces militantes et de nouvelles adhésions sont enregistrées.

Sérénité encore face aux différentes sensibilités internes, une richesse pour l'UDB. Il a été décidé de laisser s'exprimer publiquement les points de vue divergents avant la prise de décision démocratique à la majorité, de favoriser la participation individuelle à des carrefours ou des clubs extérieurs. Le *PB* continuera à être ouvert aux participants extérieurs, y compris à ceux qui voudraient participer au comité de rédaction. En ce qui concerne l'organisation, un souci d'efficacité conduit à envisager une organisation au niveau des départements, qui disposent aujourd'hui de pouvoirs importants.

ESPOIRS

L'UDB estime que l'étape nouvelle du combat pour le peuple breton peut conduire, à terme, à une organisation nouvelle. Mais, pas de saut de l'inconnu : il reste à faire la preuve qu'un rassemblement plus large est possible, ce qui ne peut être que progressif. Il n'est pas



On prépare un dernier amendement.

question de renoncer à l'action UDB, dont l'utilité est démontrée mais, lorsqu'il existe localement une réelle convergence politique entre l'UDB, d'autres organisations et des militants inorganisés, il faut saisir l'occasion de mener des actions communes et de mettre en place des structures locales, même provisoires.

Au vu des résultats de cette politique d'ouverture et d'élargissement, l'UDB pourra envisager un congrès constructif d'une organisation nouvelle, si une majorité de militants l'estime nécessaire.

En toute hypothèse, après 23 ans d'existence, l'UDB vit, agit, développe des analyses et des actions pour la défense du peuple breton, victime du centralisme et du libéralisme économique. On lira dans ce numéro un exemple des analyses de la Bretagne d'aujourd'hui qui se font aujourd'hui dans notre mouvement. L'essentiel maintenant est de gagner en efficacité et en audience.

SOUSCRIPTION

unique... et indispensable

C'est sans doute un phénomène unique dans la presse : chaque année, depuis 23 ans, vous aidez le *PB*. Elle est indispensable, l'aide que nous apportent chaque mois des abonnés en ajoutant un « plus » à leur abonnement. C'est grâce à elle que nous remboursons nos dettes et équilibrons les comptes. L'impression de deux numéros a été payée par ce surplus cette année. **Ce n'est pas parce que nous avons cessé de crier au secours qu'il faut ralentir l'effort.** Ce serait trop dommage d'échouer si près du but, qui est le rétablissement total de l'équilibre financier afin de pouvoir à nouveau investir dans le *PB* : le retour à 28 pages, plus d'études et de reportages inédits.

Que nos abonnés nous signalent toute irrégularité dans la distribution du journal. Nous y remédierons au plus vite.

P.Y. Sellin, Tregunc (20 F) ; P. Le Padellec, Bubry (50 F) ; M. Fievet, 95 Arnouville, O. Hameury, 69 Vaux (50 F) ; Y. Quéré, 78 Le Pecq (20 F) ; Le Coq (50 F) ; Guichen, P. Bodio, Quimper (150 F) ; F. Allard, Saint-Sébastien (20 F) ; B. Le Bozec, Plouézec (20 F) ; M. Radenac, Chartres (20 F) ; G. Hervé, Evreux (20 F) ; E. Gasche, Riaillé (20 F) ; J. Cusson, 85 La Roche (100 F) ; J. Le Quéau (30 F) ; J. Le Doussal, Sainte-Luce (100 F) ; R. Barre, Brest (100 F) ; M.J. Alanot, Lorient (20 F) ; Y. Guillou, Mauritanie (140 F) ; B. Plouzenec, Plerneuf (50 F) ; Mme Hamon, Penvénan (20 F) ; A. Quenehervé, Lanester (30 F) ; Y. Le Berre, 92 Fontenay (20 F) ; Anonyme, Trégor-Goëlo (80 F) ; G. Le Saux, Kermoroc'h (20 F) ; J.Y. Gloanec, Saint-Malo de Guersac (50 F) ; A. Perrotin, Saint-Nazaire (50 F) ; Y. Le Marchand, Pleubian (50 F) ; J. Le Thomas, 77 Meaux (50 F) ; Anonyme, Lannion (50 F) ; L. Dupont, Nantes (30 F). Total 11^e liste, 1.470 F. Total 1986 : 24.030 F.

EN GUISE DE SOMMAIRE...

Le mois de décembre est aussi le mois de No(No)ël : on retrouvera les dessins de notre ami en couverture, (p. 15 et 19). Nous proposons une sélection de livres et revues à lire (p. 15-16-18-20) et de disques à écouter (p. 17). Outre un maximum d'informations (p. 3-4-9), nous proposons un coup d'œil sur le Japon (p. 10), la Catalogne — pour son cinéma —, la Corse et le Pays de Galles (p. 11-12). Pobl Vreizh (p. 13-14) évoque les distractions en milieu rural et la dernière chopine de... Socrate. Enfin (et surtout ?), Yann Fievet nous montre ce qui a changé en Bretagne, une analyse qui doit ouvrir le débat et que l'on lira encore en janvier.

Je m'abonne

le peuple
breton

NOM PRENOM
ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐
 - un réabonnement ☐
 - ordinaire : 100 F (1)
 - de soutien à partir de 120 F (1)
 - étranger : 135 F (1)
 - étranger par avion : 160 F (1)
- à partir du N° inclus.

- Ci-joint le règlement par :
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

(1) Rayer la mention inutile

B.P. 301 - 22304 LANNION CEDEX - C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ VOS AMIS... pour un an ou pour 3 mois (gratuit)

NOM	NOM
Prénom	Prénom
Adresse	Adresse
a fait l'abonnement	est à abonner au P.B.
à 100 F (chèque joint)	recevra le P.B. pendant 3 mois (gratuit)

**EN VOUS REABONNANT, N'OUBLIEZ PAS DE NOUS
RETOURNER LE CARTON JAUNE
AVEC VOTRE NUMERO D'ABONNE**

« D'autres disent... le contraire de nous... »

Les bacs folklores de Monory

Un bac en partie régional, les programmes du lycée établis en fonction des besoins des entreprises locales : c'est la bombe que René Monory s'appête à lancer dans l'Éducation nationale. Le projet de réforme fait déjà des vagues chez les enseignants. D'abord parce que leur recrutement pourrait être rapidement modifié : les régions auraient désormais toute latitude de financer — bien ou mal — l'enseignement secondaire. Mais ce sont aussi des raisons éthiques qui les mobilisent. Un proviseur de Lorraine tempête : « On ne fera que creuser le vieux conflit enseignants-patronat ». Éternel débat : l'Éducation nationale est-elle seulement un marché pour les entreprises ou bien doit-elle former les hommes ? Logiquement les deux.

A première vue il est d'ailleurs tentant de tout miser sur l'emploi. Mais il n'est pas sûr que le pari soit gagné. En effet, observent les enseignants des lycées professionnels, « les chefs d'entreprise tiennent un discours différent. Ce qu'ils demandent surtout, c'est la faculté d'adaptation, pur produit de l'enseignement général ». Autre paradoxe : l'idée d'une formation stricte régionale est en contradiction complète avec la fameuse mobilité géographique, obligatoire en temps de crise. Au Creusot, le lycée technique avait mitonné des options destinées à alimenter Creusot-Loire. Licenciements massifs, drame économique du bassin. Aujourd'hui les élèves se retrouvent les mains vides, avec une formation pour rien. M.G.

L'Événement du Jeudi est un journal intelligent et bien fait, qui pour l'information et la liberté de ton, se situe à un niveau bien supérieur à bon nombre de ses confrères.

Le titre de cette brève témoigne bien du mépris dans lequel les rédactions parisiennes, pour la plupart d'entre elles, maintiennent la « province » : « les bacs folklores de Monory ». Comme quoi, ce qui est régional est obligatoirement folklo, et réciproquement sans doute, même si la suite de l'article ne le dit pas. Un article qui se termine par une défense et illustration de la mobilité géographique des travailleurs, qui serait, paraît-il, obligatoire en temps de crise. On croirait lire le compte rendu d'un congrès du CNPF.

L'Événement du Jeudi, dirigé par J.F.K. (Jean-François Kahn pour les non-initiés) se veut un journal « centriste ». A moins que ce ne soit centraliste... ?

P.M.

Le Luron est mort, Superman arrive

Triste départ

Thierry Le Luron nous a quittés en ce mois noir, comme on dit en breton pour désigner novembre. On n'aimait ou on aimait pas ce qu'il faisait. Peu importe ! Le fait est qu'il avait du talent et du courage. Un ami de la famille disait l'autre jour à la radio que son père, Francis Le Luron, de Ploumanac'h, avait lui aussi des qualités extraordinaires de conteur et de chanteur. Pourquoi pas ? Je suis de ceux qui croient qu'il existe un vrai potentiel culturel, pas forcément reconnu et subventionnable, chez nous, indigènes de ce pays. Le mérite du fils est d'en avoir fait un métier par une quantité et une qualité de travail que chacun lui reconnaît. Au point d'y laisser sa peau.

« Tous ses amis étaient de droite », d'après certains. Bof ! Au point où j'en suis, j'aime autant un pingouin de droite qui mouille sa liquette qu'une pleureuse velléitaire (autre spécialité bretonne, hélas) qui se croit vraiment bretonne ou de gauche ou les deux et qui reste dans ses pantouffles. Il y a tellement de bonnes raisons dégoûtantes d'exigences intellectuelles et morales pour rester au chaud hors d'un travail politique continu, entre « purs », dans son petit groupe de copains... et donc de ne pas se salir les paluches. Les Tarzans de placard, j'en ai marre ! Fais gaffe, Toto, pendant ce temps-là, les gens d'en face avancent...

Départ comique

Heureusement, la tradition comique bretonne se maintient. Dans un genre très différent du précédent, un conseiller municipal UDB de Saint-Brieuc ne vient-il pas de démissionner de l'UDB pour aller au PS d'une manière complètement déconne ? En soi, un changement de parti n'a rien de comique. On peut changer d'avis et d'engagement à une époque ou tout change...

Les deux « quotidiens régionaux » locaux lui ont donné la parole dans des articles nettement plus généreux — en nombre de lignes — que ceux qu'il avait obtenus avant la « fête du Peuple Breton » à Saint-Brieuc en 1985. La même fête qui rassemblait à Brest jusqu'en 1983, plusieurs dizaines de milliers de spectateurs. Ainsi la bave du PS semble mériter plus de place que l'information honnête relative à une grande fête populaire, dès qu'elle porte l'étiquette « Peuple Breton ». Félicitations, généreux démocrates journalistes ! Lèche les bottes PS et crache sur la Bretagne ; c'est profitable. Par contre quand un ex-député européen démissionne du PS, à cause de ses abandons sur la Bretagne, il n'a droit qu'à un entrefilet contré par une longue réplique de la section locale du PS. Ça c'est honnête.

Sus à la culture bretonne

On a déjà signalé que l'Etat français a révisé, unilatéralement à la baisse (50 %) son aide, dans le cadre du contrat de plan Etat-région, aux organismes culturels bretons, sociétés savantes mises à part. Le sous-directeur de l'Environnement culture écrit, à propos de l'aide au mouvement associatif : « un tiers seulement des associations qui bénéficient actuellement de cette aide ont des activités réellement culturelles ». En distinguant l'éducation populaire de la culture d'élite, le ministère semble désireux d'abattre le mouvement breton qui se cachait derrière la première »

Et encore !

Autre propos du sous-fifre ministériel : « la caractéristique culturelle de la Bretagne tient essentiellement à un régionalisme tenace qui pèse lourd sur l'ensemble des acteurs, et notamment des élus ».

L'attachement au passé renforcé par la notion de « réparation historique », liée à la grande débâcle culturelle d'après-guerre conduit à privilégier les associations et fédérations bretonnantes peu innovantes et à priver ainsi de moyens comme de légitimité les secteurs plus créatifs ».

C'est sans doute pour cela que le festival de Lorient, celui de Douarnenez et tant d'autres n'ont qu'une aide dérisoire (ou nulle) de l'Etat ! On aimerait aussi voir quelle culture de rechange (sic) propose ledit ministère ?

Le silence de l'amer

Bel article d'*Ouest France* sur la crise de l'électronique dans le Trégor. Une usine fermée (Thomson Lannion), une autre presque fermée (CIT Guingamp). Des centaines d'emplois menacés. Explications ? L'esprit de clocher, le manque de coopération intercommunale, le manque d'initiatives des chercheurs et des salariés, qui ont eu le tort de ne pas créer leur propre entreprise. Un oubli de taille dans l'enquête : toutes ces usines appartiennent au groupe CGE, nationalisé en 1981, et dont tous les centres de décisions sont dans la région parisienne. *Ouest France* évoque aussi le « rouleur compresseur de stratégies industrielles déployées désormais à l'échelle du monde et superbement indifférente aux soucis des aménageurs du territoire ». On sait qu'en fait, l'aménagement du territoire n'existe plus (depuis 1984 ?) et que l'Etat a abandonné l'idée même de rééquilibrer l'hexagone. Mais chut, le PS ne veut pas qu'on le dise.

Moi la lumière !

On a pu ainsi lire que Gilles Chavin-Colin avait choisi de rendre publique sa démission juste avant le congrès de l'UBD, « pour nous obliger à réfléchir » ! C'est pas mignon à cette âge-là ?

Moi, Superman, je vais obliger un parti à réfléchir ! Comme si un seul militant UDB, même fatigué, n'était pas obligé de réfléchir tous les jours sur ce qui se passe autour de lui. **L'écroulement de la marine marchande, le drame des quotas laitiers, l'électronique trégorroise (3 domaines où le PS n'est pas totalement innocent) entre autres, ne suffiraient pas ?** Il faut que les états d'âme d'une élite éclairée nous poussent à la pensée profonde ? Cause toujours.

Maso-club, mon amour

G.C.C. prétend quitter une formation « autoritaire et sectaire ». Sectaire et autoritaire, l'UBD de 86 ? La tentative de convergence du printemps 86 et les textes du congrès d'automne ne sont-ils pas la preuve de notre ouverture ? Rappelons à la sensibilité délicate de notre ami qu'il n'avait pas suivi, lors des cantonales 85 où il était candidat, les consi-

gnes de vote de son parti, ce qui a été toléré sans retour de manivelle. Ne prendra-t-il pas davantage de risques de réactions autoritaires et sectaires dans sa nouvelle formation s'il refait la même chose, surtout s'il ne choisit pas la bonne secte, la bonne tendance si on préfère.

Rappelons-lui aussi qu'il avait quitté l'UBD pour je ne sais quelle secte gauchiste avant de revenir à l'UBD. Par masochisme ?

Dernière trouvaille, G.C.C. estime qu'il travaillera plus efficacement pour la culture bretonne au PS qu'à l'UBD ! On croit rêver. Le bilan de 5 ans de pouvoir PS sans partage (81-86) a-t-il besoin d'analyses prolongées en matière de culture bretonne ? Arrêtons le massacre. Il faut être aveugle pour ne pas voir dans ce domaine le formidable décalage entre le discours — surtout en période électorale — et les choix politiques réels quand on est au pouvoir. Seule, jusque-là, l'existence de l'UBD, risquant de gratter 2 à 6 % des voix (parfois plus) a imposé quelques décisions trop partielles et obligé le PS à porter le masque « Breis ». Alors, G.C.C., pourquoi ce gag du curé défroqué qui passe à la mafia pour défendre le petit Jésus ?

Joël G.

HEXAGONE

On brade mais on profite



Fin 1986, elle avait 250 navires, au 13^e rang mondial (9^e en 1983). Par tête d'habitant, elle est probablement classée au 30^e rang mondial.

Il y a longtemps que la France a baissé les bras, sans volonté politique maritime. Ses grands armateurs (par le capital) ne regardent plus du côté de la place de Fontenoy où siégeait l'ancien ministère de la Mer. Lathière a été leur porte-parole, son rapport est celui d'un amateur avionnant égaré sur une balancelle. Le cabotage a disparu. Aujourd'hui, c'est vrai, les vraquiers sont touchés par la crise. Est-ce une raison pour jeter le bébé avec l'eau du bain, le statut des marins avec les vraquiers obsolètes (pourquoi les Japonais continuent-ils d'en construire) ? On ne construit plus de pétroliers. En ce qui concerne les navires de ligne, on parle du futur super-conteneurs de la CGM, le « La Pérouse », comme s'il s'agissait d'un exploit, c'est tout dire. Nous sommes les flasques de l'Europe des 12. Inutile de parler de l'éventualité d'un conflit. Nous n'aurions plus de navires ni d'officiers. Le corollaire, c'est la famine des villes.

Le plan de la Marine marchande applicable en 1987 et 1988, le budget de la mer et tout l'environnement théâtral qui a présidé cette

présentation, ce sont la casse du statut du marin : moins de nourriture, plus de radio, réduction des mois à la charge de l'armateur en cas d'accident alors que la Marine marchande est en tête des accidents du travail mortels derrière la pêche, loin devant le bâtiment. Sous pavillon TAAF, on supprime le Code du Travail Maritime, les conventions collectives. Partout, sur les bords, c'est la morosité. On a tué l'espoir. Les jeunes officiers ne croient plus au métier. Pourtant le groupe des Chargeurs Réunis a eu en 1985 un bénéfice net consolidé en augmentation de 54 %, même si son secteur transports maritimes est en déficit. Son secteur aviation est très bénéficiaire parce que les Chargeurs Réunis ont le monopole sur l'Afrique. A quand des lignes avec des avions philippins qui réduiraient d'au moins 5 fois le prix Paris-Abidjan et anéantiraient les super-bénéfices de cet armateur qui veut à tout prix des Asiatiques pour ses navires et des avions bien français sur des lignes juteuses ?

Au vrai, c'est la débâcle. Worms a passé ses bateaux sous pavillon des Bahamas, de l'île Maurice, de Saint-Vincent, du Libéria, de l'île de Man et des Comores, avec des équipages à très bas salaires. Mais Worms a acheté à Elf 46 % du capital de la Compagnie nationale de navigation, preuve que le pétrole rapporte ! Il contrôle ainsi 83 % de cette compagnie.

On a raté la fusion Compagnie Générale Maritime et Chargeurs Réunis sous des prétextes politiques sordides. Nous sauvions alors notre prestige et notre fonds de commerce dans le Sud-Est asiatique.

Le chômage

Le chômage, c'est surtout pour le personnel non officier ; les jeunes officiers sortant de la 3^e année de l'Ecole Nationale de la Marine Marchande du Havre, les officiers mécaniciens de 3^e classe, les chefs de quart, les jeunes diplômés qui n'ont pas le temps de navigation requis. Le personnel non officier de plus de 40 ans n'est pas reclassable. Bien des marins sont en fin de droits, n'ayant pour vivre que 2.000 F avec 3 ou 4 enfants et pas d'embarquements en vue. Pourquoi ne pas avoir accordé la pension avec toutes les annuités pour ceux qui ont environ 45 ans puisqu'ils sont appelés à trainer à l'ANPE, aux ASSÉDIC. Pourquoi des primes de 10 millions de centimes pour les uns et rien pour les autres, qui rendent la situation encore plus douloureuse pour ceux qui n'ont plus rien pour vivre ?

Roger COURLAND

AGRICULTURE

Quotas : chômage et misère

G.T., 27 ans, vient de s'installer avec son épouse sur une exploitation de 22 hectares avec 35 vaches laitières, en bénéficiant de l'un des derniers « plans de développement ».

Tous crédits remboursés, le Crédit Agricole prévoit pour le couple un bénéfice net de ... 5.000 F par mois. Soit 1/2 smic par travailleur. Ayant soigné son cheptel et utilisé des méthodes d'élevage mi-traditionnelles, mi-modernes, il a obtenu 6.000 litres de lait par tête, soit plus que prévu.

Il dépasse donc son quota et doit près de 20.000 F de pénalités, à déduire de son revenu annuel. « On ne trouvera plus personne pour être agriculteur en Bretagne », commente-t-il. « Il faudra une vocation aussi forte que pour devenir prêtre ». Résultat : dans son département d'installation, des terres retournent en friche. Il y a de nombreuses cessations d'activité et 5.000 « cas difficiles ». La répartition actuelle équivaut à une liquidation de l'exploitation familiale, donc de l'emploi agricole en Bretagne. Appliquer des quotas de la même façon aux gros exploitants et aux petits, à ceux qui ont besoin de produire plus et à ceux qui surproduisent déjà ne peut qu'aboutir qu'à une cascade de suppressions d'emplois et à une agriculture à l'américaine, où 200 laitières ne suffiront plus pour vivre.

Il faut favoriser une large mobilisation pour la suppression des pénalités pour les petits exploitants.

Jean-Yves Gloannec en Brière (44)

Aucune « mutation » n'a été enregistrée au PC malgré les radiations de Tchernobyl !

Deux pages d'arguments solides ne suffisent pas à emporter une décision. Jean-Yves Gloannec, conseiller municipal UDB de Saint-Malo-de-Guersac en a fait l'expérience.

Centrale du Carnet. — Sur proposition de Jean-Yves Gloannec pour l'U.D.B. une motion contre l'implantation de la centrale nucléaire du Carnet est mise en débat. Après de longs exposés et débats où des positions divergentes se sont manifestées, la motion recueillera 7 voix pour, 7 voix contre, et 5 abstentions.

Mission Locale. — Jean-Yves Gloannec représentant la municipalité à la Mission Locale informe le conseil municipal que 3 types d'actions en direction des jeunes sont proposés : contre l'illettrisme, pour le logement des jeunes, action orientée sur la santé des jeunes.

Au niveau local, il a été décidé de constituer un groupe de travail qui va réfléchir sur l'appui que nous pouvons apporter à ce type d'action.

« On aurait pu croire que l'accident nucléaire de Tchernobyl aurait ébranlé la confiance aveugle du PCF dans le nucléaire. Il n'en est rien ; du moins à Saint-Malo-de-Guersac, petite commune de Brière. Face aux menaces d'implantation d'une centrale nucléaire au Carnet distante de 20 km à vol d'oiseau, j'avais décidé au nom de l'UDB de présenter une motion à mes collègues élus afin de prendre position contre sa construction. Après un long débat, ou un « camarade » du PC m'a, avant toute autre chose, demandé de supprimer l'utilisation de ma voiture personnelle pour cause de pollution, le vote a donné les résultats suivants : Pour la centrale : 6 PC et 1 PS (soit 7) ; contre la Centrale : 6 PS plus l'UDB (soit 7) ; abstention : 5 PS dont le maire.

Sur ce point, le PC préfère s'allier de façon objective à la droite en réclamant du nucléaire mais reste imperméable aux dangers qui peuvent en découler. « Quant au PS, on y trouve les trois attitudes possibles ! ».

NDLR : Le texte du vœu sera envoyé à tout élu municipal de Loire-Atlantique qui le demandera.

porcelaines - faïences - grès
verres et cristaux - coutellerie - acier inox

Fanch GRIFFON

4, rue duquay-trouin -
29100 dolarnenez - tél. 92.18.17

cadeaux - souvenirs - listes de mariage

LA BRETAGNE A CHANGÉ (1) par Yann Fievet

Quelle alternative de changement social ?

A l'heure où beaucoup doutent de la possibilité de sortir de la crise de tout un système et finissent par se résigner à vivre avec, les militants de notre organisation ne sont pas épargnés par une telle incertitude. Pour eux cependant elle se double d'une interrogation supplémentaire : comment permettre au peuple breton d'obtenir la pleine capacité de jouissance des droits fondamentaux de tout peuple (droit à sa langue, sa culture, droit au travail en Bretagne, droit à la maîtrise de son développement...)

Dès la création de l'UDB, ces deux questions furent posées. La première le fut en termes différents : il s'agissait de proclamer la lutte contre le système capitaliste qui produisait nombre d'injustices. Sur le fond rien n'a changé : se demander aujourd'hui comment sortir de la crise c'est rechercher l'émergence d'un mode de développement reposant sur une autre logique que la logique capitaliste. En d'autres termes, avoir le projet d'une autre société. La revendication des droits du peuple breton est toujours indissociable de la revendication d'une société plus juste. Abandonner un temps la seconde pour se consacrer plus efficacement à la première ne peut être envisagé ; ceci s'avèrerait, entre autres, infructueux.

La confirmation de cette dualité revendicative originelle qui nous est propre en Bretagne n'est qu'un postulat de départ, un minima intangible. Ensuite, il faut poser la question essentielle qui s'impose à nous aujourd'hui : quel doit être le contenu de notre discours des prochaines années ? La démarche peut être la suivante : à partir des transformations profondes intervenues dans notre environnement socio-économique au cours des quinze dernières années, mais aussi à partir des enseignements tirés du passé politique récent, distinguer dans notre discours ce qui n'est plus présentable et doit être remplacé et ce qui reste fondamentalement pertinent.

I. LA RÉALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE BRETON

Il semble évident que l'explication, partielle, de nos difficultés actuelles par le décalage progressif entre notre analyse de la situation socio-économique et la réalité est maintenant largement ressentie sinon acceptée. Pourtant il ne suffit pas de percevoir confusément ce décalage. Il convient de le montrer. Ensuite, il est utile d'essayer de prévoir les changements qui pourraient intervenir d'ici à la fin du siècle afin de limiter les risques d'apparition d'un nouveau décalage. Cette seconde proposition peut étonner. Il n'est pas sûr que nous aurions pu poser le problème ainsi il y a quelques années. Pourquoi s'intéresser de près aux transformations d'un système que nous condamnons, que nous voulons remplacer ? Notre effort de réflexion était consacré au contraire presque uniquement à ce qui était souhaité : une autre société découlant de l'instauration d'un autre système économique (primauté de l'économique sur le social).

Pouvons-nous continuer à raisonner de cette manière ? Ne serait-il pas préférable de prendre acte que le système capitaliste a toutes les chances d'être là encore pour longtemps, qu'il possède en lui les ressources nécessaires à sa reproduction régulière ? Poser la question ainsi signifie que tout en combattant ce système, nous devons nous intéresser à ce qu'il va devenir, à ce qu'il nous réserve d'injustices nouvelles, de renforcement d'inégalités existantes, enfin ce qu'il va produire comme nouvelles contradictions sur lesquelles nous devrons peser. Aujourd'hui, à cause du décalage dénoncé précédemment, nous proposons parfois des remèdes à des maux qui ont disparu ou du moins qui ont changé de forme.

Ce qui va suivre choquera peut-être certains. Prenons une précaution. Il ne s'agit pas de nier la gravité du problème breton. Il ne s'agit pas ici non plus de présenter le problème breton. Au contraire, il est question de mettre en lumière certaines transformations positives de l'environnement socio-économique breton que nous refusons de considérer trop souvent. Le manichéisme est souvent utilisé en politique, ce n'est pas une méthode d'analyse.

1. Vous avez dit colonie ?

Si on reconnaît la prépondérance de l'économie dans le développement est-il encore possible aujourd'hui de dire que la Bretagne est une colonie ? A-t-on le droit de parler de sous-développement pour caractériser l'état actuel de la Bretagne ?



Yann Fievet, responsable du « secteur économique » de l'UDB (réflexion, analyses) a apporté au congrès de Mûr une analyse sur les changements récents ou en cours en Bretagne. Il propose aussi la nécessité de rechercher une alternative de changement social que ne proposent ni la droite (évidemment), ni le PS. Cette analyse, si elle tient compte de différents travaux réalisés dans l'UDB, n'engage que son auteur, n'ayant pas été soumise au vote. Elle mérite pourtant d'être portée à la connaissance du plus grand nombre en raison des problèmes qu'elle soulève et de l'approche nouvelle des réalités qu'elle fournit. Il y a là aussi un effort de prospective intéressant.

Dans notre discours, les deux notions (colonie et sous-développement) étaient indissociables. Dès lors que la Bretagne était vue comme colonie, il fallait démontrer son sous-développement économique, caractéristique première découlant de la domination d'un centre sur la périphérie dans la doctrine marxiste. Inutile de dire ici ce qu'est réellement le sous-développement. La décence en politique n'est pas toujours de mise et pourtant...

Le réalisme nous commande de distinguer sous-développement et moindre développement. Il est clair qu'aujourd'hui c'est le second terme qui s'applique à la situation bretonne. Revenons tout de même encore en arrière. Au-delà du besoin que nous avions de repérer les signes du sous-développement, une autre idée était sous-jacente : la situation coloniale était la justification du combat spécifique que l'UDB menait. C'est parce que la Bretagne, économiquement, n'était pas n'importe quelle région de l'hexagone qu'un combat spécifique pour changer la société s'imposait ; visiblement, il n'était pas suffisant qu'il existât un peuple breton, lui indiscutablement spécifique, pour qu'une action particulière soit légitimée.

Aujourd'hui, est-il gênant d'affirmer que la seule existence du peuple breton est suffisante pour justifier notre action ?

L'économie bretonne est-elle pour autant semblable à toute autre ? Certainement pas. Si nous affirmons que l'économie bretonne possède des spécificités (circuits de financement ou de distribution originaux...) cela ne veut pas dire qu'elle est la seule dans ce cas mais cela renforce l'idée selon laquelle des solutions uniformes ne peuvent répondre à des problèmes différents.

2. Industrialisation et classes sociales

Un des axes de la solution du problème breton que nous proposons était l'industrialisation. Cette idée reposait sur un des principes fondamentaux de notre idéologie : l'industrialisation permettrait le développement des forces productives nécessaires au renforcement du système capitaliste. Autre principe essentiel : la priorité dans cette industrialisation devrait être mise sur les industries lourdes, car ce sont elles qui entraînent le développement général de l'industrie.

En termes de classes sociales, l'industrialisation « produisait » à la fois une bourgeoisie qui en plaçant ses capitaux en Bretagne (accumulation) contribuerait au renforcement du tissu industriel et une classe ouvrière qui dès lors qu'elle serait suffisamment forte « volerait » à la bourgeoisie son pouvoir de domination de la société.

La lecture de ces lignes en fera sans doute sourire plus d'un. Pourtant nous n'avons pas encore remis en cause cette approche (voir charte de l'UDB).

Aujourd'hui, quelle est la réalité ? L'internationalisation grandissante de la production et des échanges fait que la nécessité de disposer d'industries lourdes est battue en brèche. La recherche d'activités dégageant de fortes valeurs ajoutées est préférée. D'autre part, toutes les prévisions montrent que le secteur industriel au sens strict ne représentera à l'horizon 2000 en France qu'entre 10 et 15 % de la population active tandis que le secteur tertiaire (très disparate) en absorbera de 70 à 75 % (le reste se répartissant entre l'agriculture et le bâtiment). Par ailleurs, on sait que l'emploi industriel se composera de plus en plus de techniciens et d'ingénieurs. Dans ces conditions, on peut se demander où est la classe ouvrière, moteur du renversement du capitalisme dont nous rêvions. Le changement radical de société sera de plus en plus illusoire à mesure que la tertiarisation de l'économie s'avancera et produira ses effets. D'abord parce que la main-d'œuvre de ce secteur n'a pas du tout la même vision de l'exploitation que peut encore avoir la main-

ETUDE

d'œuvre industrielle. Ensuite l'extension des activités tertiaires provoque l'uniformisation des modes de vie « vers le haut ».

Il est donc nécessaire d'opérer un déplacement de la problématique du changement social : au lieu d'espérer la disparition rapide du mode de production capitaliste, il convient de lutter contre le fait que tout est subordonné, dans ce système, à la logique du profit. Il s'agit donc de repérer, puis de favoriser, toute activité, tout comportement (individuel ou collectif) répondant à d'autres logiques à l'intérieur d'un système qui semble devoir se reproduire pour longtemps encore.

3. L'émergence de l'économie sociale

On entend par économie sociale, l'ensemble des activités économiques dont la finalité première n'est pas le profit mais la prise en compte prioritaire des besoins individuels ou collectifs. On range dans cette catégorie les mutuelles, les coopératives, les sociétés coopératives ou ouvrières de production (SCOP), les entreprises intermédiaires. Le profit ne leur est pas étranger. Il n'est pas un but mais un moyen de maintenir l'activité voire de la développer en conformité avec l'esprit différent qui prévaut dans ce type d'organisation. Il ne s'agit pas d'un monde idéal mais d'un ensemble d'organisations où le travail, la gestion, les relations internes sont appréhendés différemment.

L'extension ces dernières années des formes de l'économie sociale permet de parler de l'existence d'un tiers secteur (à côté des secteurs publics et privés traditionnels). Deux faits majeurs ont favorisé cette extension : la crise a contribué à la recherche de nouveaux modes de fonctionnement des organes de production de biens et services mais aussi, en provoquant nombre de faillites, elle a poussé des groupes de salariés à reprendre en mains les entreprises en décomposition et à assigner alors à l'activité d'autres objectifs.

Le gouvernement socialiste à partir de 1981 a créé aux niveaux « national » et local les conditions de renforcement du tiers-secteur (création d'un secrétariat d'Etat à l'économie sociale, nouvelle réglementation, notamment à propos de la création d'entreprises intermédiaires accueillant des jeunes en difficulté, création de « missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté »...)

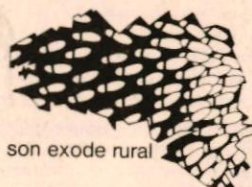
Ce tiers secteur, s'il reste minoritaire est maintenant pris au sérieux. Si le CNPF prend aujourd'hui la peine de l'attaquer en l'accusant de concurrence déloyale, c'est qu'il a cessé d'être confidentiel. Peut-on espérer que les activités de l'économie sociale croissent sensiblement dans les prochaines années ?

4. La décentralisation au service d'une autre logique

Un des effets positifs de la décentralisation semble être la plus grande possibilité d'expression des initiatives locales. Sachant que les activités du tiers-secteur ont très souvent une base locale, on peut voir dans la décentralisation l'opportunité d'utiliser et de créer toutes les conditions nécessaires à son développement, notamment l'existence de circuits de financement courts (collecte de l'épargne locale utilisée sur place). Maints exemples de l'économie sociale sont à associer étroitement à la notion de pays. On connaît l'importance de cette notion en Bretagne. Le pays et sa réalité sociale et culturelle semblent jouer un rôle d'impulsion que

ne jouent pas le département et sa « réalité » artificielle. Le pays est ainsi plus propice à la mise en œuvre de l'initiative locale. La notion de pays a repris de la vigueur depuis quelques années : comités de pays, association nationale pour le développement local et les pays ; ces derniers sont devenus des interlocuteurs notamment pour la DATAR, ils sont enfin un partenaire de la Région à travers les contrats de pays.

L'apparition de cette plus grande possibilité d'expression des initiatives locales de développement à partir des besoins des populations locales n'est pas sans nous dérouter. C'était, depuis la création de l'UDB, en partie ce que nous revendiquions. Bien sûr, ce qui survient n'est pas l'autonomie. Cependant, c'est un progrès qu'il n'est pas possible de nier. Notre embarras se résume à ceci : il est plus facile de réclamer quelque chose qui n'existe pas encore que de participer à (ou impulser) quelque chose qui commence à exister. Et pourtant, une participation active serait nécessaire (rôle des élus...) afin d'éviter qu'à terme cette mobilisation des capacités d'action locale ne soit déviée au profit de la naissance ou du renforcement d'un néo-capitalisme local.



son exode rural

Le niveau local pourrait devenir notamment le lieu le plus propice pour la définition et la mise en œuvre de nouvelles solidarités en particulier envers les plus démunis, tantôt victimes de la crise, tantôt victimes de la politique économique menée par le pouvoir central.

Ces quelques remarques ne sont pas là pour faire penser que nous n'avons plus rien à faire, mais au contraire pour que la décentralisation soit prise pour ce qu'elle est : un cadre permettant enfin que les besoins du peuple breton soient pris en compte pour peu que les moyens suivent. Ceci n'existait même pas avant 1982. La décentralisation est loin d'être parfaite, elle ne correspond pas à ce que nous revendiquions et que nous devons continuer de revendiquer mais elle a des aspects positifs qui déjà produisent des effets. Ce qui nous gêne, c'est que nous n'avons pas la force de peser sur ce levier.

5. Quel capitalisme demain ?

La crise actuelle doit être envisagée sous deux angles : c'est d'abord la sanction ultime que reçoit le mode de développement (production, consommation) fordiste (2) aujourd'hui dépassé ; ensuite, c'est un enjeu où se caractérisent d'amples mutations qui aboutiront à un mode de développement différent (autre production, autre consommation) au sein duquel la logique profonde du profit risque d'être maintenue. Le redéploiement du capital s'inscrit naturellement au cœur de cet enjeu.

La Bretagne est évidemment concernée par ce double point de vue : malgré une moindre industrialisation, elle possède des secteurs traditionnels fonctionnant sur un mode fordiste : chantiers navals, automobile, textile... Ces secteurs perdent aujourd'hui et perdront encore demain des emplois mais cela à deux titres :

— l'automobile à cause d'une saturation des marchés des économies développées et

une non-solvabilité des pays du tiers-monde étranglés par le poids de leur dette extérieure.

— les chantiers navals et le textile-habillage sont deux secteurs pour lesquels la production est largement « abandonnée » à certains pays du tiers-monde en raison de leur moindre « dégageant » de valeur ajoutée, nos « capitalistes » préférant investir dans des secteurs plus « juteux ».

— le redéploiement du capital s'effectuera en utilisant toutes les opportunités. La décentralisation en est une. Mettant en place de nouvelles structures, elle permet une meilleure utilisation des ressources locales (physiques, humaines, financières...) et pourra ainsi servir les intérêts des participants au redéploiement du capital.

Des signes de redéploiement vers le local étaient déjà visibles avant la loi de décentralisation grâce à la politique d'aménagement du territoire menée durant les années 60 et 70, mais aussi — et peut-être est-ce le plus important — « grâce à la crise à partir du milieu des années 70 ».

Il semble que l'on s'achemine vers un capitalisme très différent en termes d'occupation de l'espace. La période de forte croissance économique d'après-guerre poursuivie jusqu'en 1974 avait fabriqué un « capitalisme à visage urbain ». Le capital industriel étant principalement localisé à l'est d'une ligne Le Havre-Marseille et concentré en zones urbaines. Cette structuration industrielle de l'espace conduisait à distinguer deux types de régions aux modes de développement différents. Progressivement, cette différenciation est remise en cause jusqu'à aboutir à l'émergence d'une relative uniformisation du mode de développement en même temps qu'au recul de l'industrie et à la montée du tertiaire. On entrevoit l'apparition d'un néo-capitalisme rural qui devrait être vécu comme un « grand progrès dans l'utilisation optimum » des ressources de l'environnement économique tout entier.

Il semble que le capitalisme de demain répondra à une double logique : pour les secteurs produisant largement pour des marchés internationaux les choix stratégiques seront de plus en plus dépendants des orientations du capital américano-japonais ; pour les secteurs répondant avant tout à la satisfaction de besoins locaux, ou nationaux, les stratégies seront beaucoup plus autonomes.

A cette dualité de la logique du capital devront correspondre des structures régionales et sous-régionales à double finalité : extravertie pour les activités qui se voient largement imposer leurs choix ; introvertie pour les autres.



ses révoltes de paysans

6. La sphère de la production demain en Bretagne

Il n'est pas question de dresser ici une présentation détaillée de la composition des divers secteurs de production de la fin du siècle mais plutôt de présenter les grandes tendances repérables dès à présent et qui sans doute se confirmeront à l'avenir.

Ceci pourrait nous permettre, entre autres, de dire si la décentralisation peut réellement servir un développement auto-centré en Bretagne sachant (c'est un rappel) que cette décentralisation n'est utile qu'en tant qu'elle mobilise les initiatives locales et qu'elle facilite l'accès aux ressources locales.

ETUDE

Trois questions par conséquent : quelles sont les activités ayant un avenir en Bretagne ? Peut-on dès maintenant mettre en lumière une capacité d'initiative autonome en Bretagne ? Les conditions de développement des activités de demain existent-elles ? (enseignement, recherche, services aux entreprises...)?

a) Les secteurs d'activité :

A côté des secteurs traditionnels qui se maintiendront au mieux en maintenant leur niveau d'emploi actuel (automobile, habillement), d'autres secteurs pourraient créer des emplois.

A ce dernier titre, il faut distinguer deux types d'activités : celles dont disposeront toutes — ou presque — les régions développées avec des écarts, selon ces régions et pour chaque activité, peu importants soit en nombre d'emplois soit en termes de valeur ajoutée produite ; les activités pour lesquelles la Bretagne possède indiscutablement un avantage.

Le second type d'activités s'explique soit par l'existence de ressources spécifiques, soit processus historique de la constitution de la production bretonne.

Dans la première catégorie, on range l'électronique, l'informatique, les services aux entreprises (conseils de gestion, études de marché). Malgré sa « vocation électronique », la Bretagne figure dans ce premier groupe car si la Bretagne a désormais quelques atouts en ce domaine (technopôle de Rennes, centres de recherche...) nombre d'autres régions, soit par reconversion, soit par « vocation » développent actuellement un secteur électronique.

La première vague électronique avec le téléphone semble pouvoir être relayée par la robotique et la télématique. La branche électronique se composera d'activités suffisamment diversifiées pour que le « spectre » de la mono-production soit écarté.

Dans la seconde catégorie, deux secteurs se détachent : l'agro-alimentaire reposant sur une base agricole forte et diversifiée ; les bio-industries reposant sur un potentiel de recherche.

S'agissant de la première de ces activités, il semble qu'il faille plutôt parler pour l'avenir de complexe agro-industriel alimentaire car la tendance à l'intégration de l'agriculture et son contrôle croissant par la sphère industrielle se renforceront pour ce qui est des productions à grand marché. Les unités de production agricoles travaillant pour des micro-marchés pourraient conserver une plus grande « liberté ».

Ce complexe agro-industriel alimentaire ne créera des emplois qui si le développement de fabrications nouvelles (à forte valeur ajoutée : 2^e transformation au moins) est engagé. Les modifications prévues dans le mode de consommation alimentaire (déjà entamées) ouvrent de nouveaux marchés.

Pour ce qui est des bio-industries, la base agricole de la Bretagne et l'existence de ses ressources marines (algues...) sont des atouts indiscutables.

L'agro-alimentaire et les bio-industries seront le jeu d'interrelations étroites dans de nombreux domaines.

Il est évident que la présentation de grandes tendances de la production bretonne n'obère en rien notre capacité et notre nécessité à critiquer le mode de développement productiviste.



b) Une capacité d'initiative autonome ?

Certes beaucoup des grands établissements implantés en Bretagne dépendent d'un centre de décision extérieur. Jusqu'en 1975, ce sont les établissements décentralisés qui créèrent en Bretagne la plupart des emplois. **Depuis 1975, on assiste à un renversement de tendance. Dans plusieurs secteurs on observe des créations d'entreprises bretonnes. Dans l'agro-alimentaire d'abord.** Le mouvement, dans ce secteur, trouve son origine avant 1975. C'est encore le seul secteur où l'on peut parler de l'existence d'un véritable capital breton. D'autres secteurs sont maintenant concernés par des opérations de croissance autonome.

Citons l'électronique. Souvent le processus s'est déroulé en deux temps. D'abord l'entreprise est un satellite d'entreprises décentralisées (sous-traitance), puis elle se libère de ce lien risqué en développant progressivement une production propre. Dans d'autres, il s'agit du développement d'activités au départ artisanales et profitant d'un savoir faire.

Dans le secteur des bio-industries, le passage de la recherche fondamentale à la recherche appliquée est encore rarissime en ce qui concerne la création pure et simple d'unités de production découlant de la recherche biotechnologique.

Ce processus de croissance autonome, somme toute encore limité, pourrait être renforcé par la modification des modes de prise de décision des pouvoirs publics (par exemple en matière d'investissements publics : ports, établissements scolaires, routes...).

c) Enseignement et recherche : une priorité

Le développement de l'emploi en Bretagne sera de plus en plus subordonné à l'existence d'un enseignement de haut niveau formant notamment aux nouvelles technologies et d'une recherche fondamentale source de l'innovation (nouveaux produits, nouveaux procédés de fabrication).

Si indéniablement, la Bretagne dispose d'atouts dans ces deux domaines (enseignement de qualité et diversifié, première région pour la croissance du nombre de chercheurs ces dernières années), il est nécessaire d'insister sur la persistance de phénomènes de fuite : nombre de jeunes diplômés sont encore contraints de chercher un emploi hors de Bretagne dès lors qu'ils ont été formés à des activités insuffisamment développées (voire absentes) en Bretagne ; les résultats de la recherche fondamentale sont assez souvent exploités d'abord hors de Bretagne (ex. les fibres optiques).

Une telle situation peut être expliquée à la fois par un cloisonnement excessif entre enseignement, recherche et production et une insuffisance de la « vocation régionale » des circuits de financement.

CONCLUSION

Cette première partie avait pour but de présenter les principales évolutions récentes et à venir d'ici la fin du siècle dans notre environnement socio-économique. Cet exposé, insuffisamment approfondi, pourrait être considéré comme l'ébauche d'une nouvelle étude aujourd'hui indispensable à tous ceux qui interviennent dans l'environnement au nom du changement social (élus, militants...).

Ce travail balayerait toute vision manichéenne. A se refuser de voir en chaque chose des aspects positifs et négatifs, nous nous écartons du réel quand notre rôle nous impose de le connaître, de le prévoir, pour le changer.



II. QUEL CORPUS IDÉOLOGIQUE ?

Considérons maintenant en quoi les changements survenus doivent avoir une répercussion sur notre discours.

Les transformations nous confortent dans certaines de nos affirmations et revendications. Elles nous imposent d'en revoir d'autres. Enfin, de nouvelles affirmations doivent apparaître.

D'emblée, soyons clairs : nous devons poser la question de la refonte de notre charte.

Une interrogation peut être formulée préalablement : un discours progressiste breton est-il encore nécessaire ? Ceci mérite d'être posé au moment où certains glissements paraissent nous menacer (au moins dans les mots) :

— le Parti socialiste français étant appelé selon toute vraisemblance à jouer un rôle majeur (de domination ?) sur la scène politique et pour l'instant le seul à pouvoir se situer massivement face à la droite libérale pourrait attirer ceux qui désespèrent d'un changement social radical ou tout au moins significatif.

— la difficulté de créer les conditions d'un vrai changement social pourrait inciter à consacrer notre effort exclusivement sur le terrain de la revendication « nationaliste ».

En conséquence, répondre à la question de l'opportunité d'un discours (et d'une action) progressiste breton peut se faire en deux temps :

— Existe-t-il une alternative à une alternance « douce » droite, libérale, social-démocratie à la française ?

— Pourquoi le discours breton doit-il être progressiste ?

Les réponses à ces deux questions appelleront la présentation de notre corpus idéologique.

A. Libéralisme, social-démocratie... ou autre chose ?

Si le retour de la droite et la mise en place de sa politique libérale viennent nous rappeler que la droite et la gauche en France ce n'est pas tout à fait la même chose, il ne faut pas perdre de vue que des points essentiels, même si pas toujours apparents, existent entre les deux approches : la démarche néolibérale et la démarche du gouvernement Fabius d'avant mars 1986.

(A SUIVRE)

AGRICULTURE

Crise du porc

Une production qui croît et pas de débouchés suffisants.

La crise **prévisible** de la production porcine est là et bien là ! et elle risque de faire très mal chez les jeunes en phase d'installation ou de développement. (La Bretagne avec 12.500 éleveurs est de loin la première région française avec près de 40 % de la production).

La concentration de l'agriculture s'accélère, 10 % des agriculteurs assurant 40 % de la production.

Aujourd'hui une centaine d'exploitations agricoles disparaissent par jour... En 86, l'hexagone compte moins d'un million d'exploitants contre un million deux encore, au début des années 80. Une sacrée mutation qui n'est pas sans conséquences. Si la « région Bretagne » est la première région agricole de France, les riches agriculteurs se trouvent davantage dans la Marne et le Maine-et-Loire, et les régions viticoles de haut de gamme... **Par contre l'endettement agricole est extrêmement concentré sur la Bretagne.**

L'industrie du machinisme agricole est en panne.

L'année 86 va être marquée par un nouveau record de l'ordre de 5 % de ce secteur qui fait vivre aujourd'hui 28.500 salariés, contre 15.000 il y a moins de 10 ans.

Les machines agricoles faites en France se vendent de plus en plus mal... Le déficit commercial atteint près de 2 milliards de francs et aujourd'hui on assiste à la maint mise des multinationales canado-américaines sur ce marché.

(Hé oui ! — le capitalisme s'internationalise de plus en plus !).

Opération de charme ?

Madelin vient de lancer l'opération Odace, sur les pays de Rennes et de Redon. Il s'agit d'une opération de conseils dont le but est d'aider à l'installation d'entreprises. Le ministre de l'Industrie soigne son électorat du pays de Redon.

Il a même déclaré que : « pour vivre au pays, il faut créer au pays ».

Nucléaire :

Plouézec, Saint-Jean-du-Doigt

L'information continue sur les sites menacés par l'implantation d'une centrale nucléaire. Mme Monique Sené, une éminente scientifique du GSIEN (Groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) animera deux conférences-débats sur le thème de « l'après Tchernobyl », le vendredi 12 décembre, à Saint-Jean-du-Doigt, et le samedi 13 décembre (20 h 30), à la salle des fêtes de Plouézec, à l'initiative du CLIMA (Comité local d'information et de mobilisation antinucléaire).

Le Mor-bihan réagit

Les syndicats agricoles ont lancé une opération « département mort ». Des organisations d'artisans, de salariés, de commerçants, des comités d'expansion, des partis politiques (dont l'UDB) ont appelé à participer aux manifestations prévues (blocage de 30 chefs-lieux de cantons, fermetures de commerces et de mairies). Un département comme le Mor-bihan ne pourrait résister à une ruine de l'agriculture, ce qui est vrai pour la Bretagne entière. Cette réaction positive et globale doit s'étendre au niveau breton. Comme le souligne, dans un communiqué, la fédération UDB du pays de Lorient, le conseil régional a mieux à faire qu'à se polariser sur le développement... du golf en Bretagne. Quotas + crise du bâtiment, de la téléphonie, de la marine marchande, n'est-ce pas suffisant pour que les Bretons défendent globalement leur droit de vivre et travailler au pays !

Contre le financement occulte des partis

Pour la démocratie, il faut que les partis aient un financement clair. Le Carrefour du développement et les récentes campagnes électorales nous ont montré que certains partis disposent d'énormes ressources qui, souvent, proviennent des finances publiques. Vous, lecteurs, financez des partis dont vous n'approuvez pas l'action. Pour contribuer à la démocratie, soyez volontaires pour verser de l'argent au parti de gauche breton, l'UDB, qui est au service du peuple breton.

« Boom » touristico-immobilier en pays bigouden

Un projet de 25 milliards de centimes défraie la chronique : en plus du village de vacances de Plovan, il y aurait un centre de thalassothérapie à Penhors-Pouldreuzic, un hôtel et un golf au château de Guilguifin en Landudec, un hôtel et un ensemble technique pour le fun-board à la Torche en Plomeur. La fourchette d'emplois annoncés varie entre 50 et 200. L'ensemble « haut de gamme » viserait surtout le touriste très aisé américain ou d'Europe du nord. Nous reviendrons prochainement sur ce dossier important.



A nouveau la panacée touristique ?

L'UDB a pris note de la rencontre Bourges-Guichard à Redon

Pépé Bourges (Yvon) et pépé Guichard (Olivier) se sont partagé la joie des retrouvailles, le 7 novembre, à Redon, pour comparer leur respective orientation du morceau rabougri de puzzle hexagonal dont ils ont la charge. Mais leur « centralité » aiguë (excès de concentration des tendances psychosomatiques sur un énorme magma administratif, commercial, financier et culturel) leur a fait perdre le sens des réalités. Cette maladie peu banale n'est pas répandue dans les pays occidentaux, sauf en France où elle atteint même les syndicats ouvriers qui se réjouissent de cette commune indisposition. Les susnommés n'ont plus leur tête au point qu'ils ne se rendent compte que superficiellement qu'il habitent la pointe de l'Europe que des centaines de millions d'écoliers connaissent, et qui exerce sur eux un certain pouvoir mythique où les châteaux tourangeaux et orléanais (pour la plupart) sont dérisoires et la bêtise de certains chefs d'entreprise nantais évidente, quand ils

exploitent l'attrait des Pays de Loire. Et bien, elle (la pointe de l'Europe) est frustrée de sa vocation maritime qui la transforme en cul de sac alors qu'elle est dotée de nombreux ports en eau profonde dont Nantes-St-Nazaire. Il faut rappeler que St-Nazaire est sur la même longitude que le Cap Fréhel et que Nantes est au même niveau que St-Malo et que moins de 200 km les séparent. Les pays dont la surface est similaire avec moins d'atouts (Danemark, Hollande, Belgique) se sont emparés de ce rôle maritime abandonné et en profitent à leur place largement pendant que les ouvriers et employés de chez nous cherchent du travail possible dans toutes les activités liées à l'océan.

Une totale concertation est vitale pour cette pointe d'Europe. Redon n'en est pas une. Elle camoufle, au contraire, un sabotage géographique. Quand guérira-t-on de ce dérèglement intellectuel ?

Aldrig a NAONED

JAPON et BRETAGNE

La Madelin, viens nous servir à boire...

(refrain bien connu chez Citroën, à Rennes)

Il ne leur suffisait plus de nous avoir fait trimer comme des « nègres », les tenants (et ils en tiennent une bonne !) du libéralisme débridé voudraient nous voir marcher à la baguette, tels des Japonais ! Notre honorable ministre de l'Industrie, des PTT et du Tourisme (pour s'occuper de tout ça, il doit être rudement intelligent, non ?), le très vénérable Alain Madelin (pour une prononciation correcte, pincer les lèvres puis étirer la bouche jusqu'aux oreilles), n'a-t-il pas introduit à l'usine Citroën de Rennes la formule déjà fameuse (à défaut d'être fumante), « Mieux que Nippon, Breton »

Et de vanter les cercles de qualité made in Japan. Et d'encenser ces vaillants travailleurs asiatiques dévoués corps et âme à leur sogo-shosha (1). Et de magnifier la liberté d'entreprise et la libre concurrence qui auraient assuré à l'Empire du Soleil Levant le succès commercial que l'on sait. Et patatis, et patatas. Et repatatis, et repatatas. Difficile en ces temps, vous l'avouerez, d'échapper au « nouveau » discours libertaire — pardon ! j'ai dit un gros mot — libéral de ces anciens soixante-huitards, qui furent tantôt maoïstes, tantôt lepénistes, ou les deux successivement, ou les deux à la fois (si ! si ! ça existe !). Et ce n'est pas la présence dans le gouvernement Chirac de l'ancien député du pays de Redon, activiste d'extrême-droite impénitent, qui pouvait arranger nos affaires de Bretons indisciplinés. Dès lors, il fallait s'attendre au pire...

On savait les Bretons bridés depuis bien des générations, mais de là à les voir revêtir les traits grimaçants du parfait kamikase, y'a du chemin, mon cousin ! Il nous a semblé que l'hypothèse méritait réflexion. Car, que diable ! s'il nous faut troquer notre infortuné Pont-Kalleg pour les seigneurs de la guerre façon Kagemusha, que n'avons-nous déjà révisé nos futurs classiques !

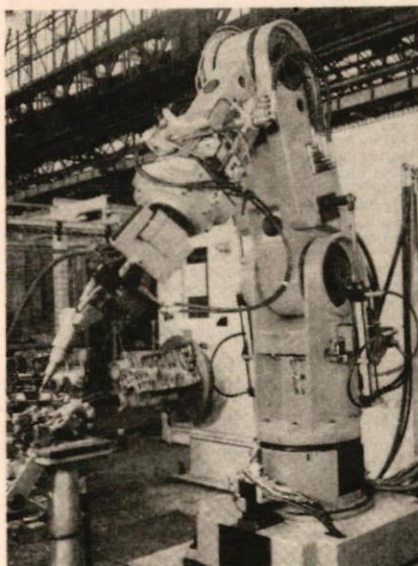
Qu'en est-il donc du modèle japonais, référence du libéralisme idéologique, auquel nous devrions nous identifier ? Dans la bouche des Madelin, Leclerc et consorts, libéralisme économique et respect de l'individu vont de pair. La réalité de la société japonaise résiste-t-elle à ce slogan asséné comme une vérité première et souvent, il faut bien l'admettre, reçu comme tel ?

Côté pile : l'économie

Le système de production japonais relève-t-il du libéralisme économique tel que l'entendent nos libéraux bon teint ? En respecte-t-il les principes essentiels que sont le désengagement de l'Etat de l'appareil productif et la garantie d'une libre concurrence ? Le processus de reconstitution du capitalisme nippon au

cours des années 50 et 60 ainsi que les chiffres s'entêtent à nous prouver le contraire !

La reconstruction d'un pays ravagé au lendemain de la seconde guerre mondiale (40 % des villes détruites, 58 % des raffineries, 30 % des usines) (2) et l'élaboration d'une politique commerciale de conquête à l'échelle planétaire sont indissociablement liées au déjà mythique et pourtant bien réel MITI, ce super-ministère de l'économie japonais sans lequel rien n'eût été et rien ne serait possible. **Les grands secteurs industriels japonais sont nés d'une volonté politique.** Dans les années 60, ce furent l'automobile et l'électronique, dans les années 70, l'informatique. En 1974, l'Etat nippon élaborait un plan de redéploiement industriel fondé sur cinq créneaux prioritaires : l'électronique, la chimie fine, la sidérurgie, la confection de luxe et la mécanique (3). Et ce qui fut dit fut fait, car l'effort budgétaire du Japon porta précisément sur les secteurs définis. De 1971 à 1980, par l'intermédiaire du MITI, l'Etat nippon fi-



L'arrivée des robots dans les entreprises japonaises : de 1975 à 1983, une augmentation de 4 h du temps de travail hebdomadaire ! Mais 500.000 chômeurs de plus...

nança dans son intégralité un plan de développement des technologies de reconnaissance par ordinateur de la voix, des manuscrits et des graphiques. Il en coûta certes à la collectivité tout entière 54 milliards de yens, soit 1,4 milliard de F 1980, mais nous en connaissons les résultats pour le commerce extérieur japonais. La même procédure fut suivie de 1979 à 1986 pour le développement de la technologie des lasers et de la transmission de données par fibres optiques. Le montant de ce programme s'élevait à 18 milliards de yens, soit 720 millions de F 1986 (4). En outre, l'Etat

nippon participe indifféremment au subventionnement des secteurs en difficulté (chantiers navals, pêche, sidérurgie) comme des secteurs dynamiques (4 milliards de F en 7 ans dans l'informatique) et aux bénéfices des sociétés qui gagnent. En effet, sur un total de **2.800 demandes de subvention représentant 45 % du budget japonais en 1985**, une seule d'entre elles fut jugée inutile par l'administration, mais en contrepartie celle-ci s'attribuait la même année 52 % des profits réalisés par le géant de l'électronique Sony (5) !

Et qu'en est-il de la libre concurrence, pensez-vous ? S'il est un aspect bien connu de l'économie japonaise, c'est le caractère quasi-impénétrable de son marché intérieur, qui est moins le fait de taxes prohibitives à l'importation — il faut le reconnaître même si ces taxes existent — que d'une réglementation très stricte sur les produits et d'un esprit farouchement conformiste qui fait le plus souvent préférer un produit japonais, même de qualité inférieure. On ne s'implante pas au Japon, on vous y introduit !

Au bilan, un constat s'impose : **la réussite économique du Japon**, que nul ne peut nier, **est le fruit** — n'ayons pas peur des mots quand ils décrivent une réalité — **d'un capitalisme d'Etat**, d'une mise à profit des ressources humaines exceptionnelles que possède ce pays par le canal d'organismes publics. **L'Etat nippon, par l'entremise du MITI, fut et demeure, même en ces temps de prospérité, le levier décisif de la croissance japonaise.** Nous sommes loin ici du chant libéral des Madelin et compagnie. Premier couac !

Côté face : le social

Le social (encore un gros mot). Libéralisme = liberté et respect absolu de l'individu ! nous dit-on. Examinons de plus près ce que sont les conditions de travail et les rapports sociaux au Japon. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Dans la moitié des PMI-PME (qui emploient 4 Japonais sur 5), le travail hebdomadaire dépasse les 48 h. Sans compter les heures supplémentaires qui sont payées en dessous des tarifs habituels et les jours fériés « récupérés » le samedi. Comment s'en étonner quand la législation sociale japonaise, inchangée depuis 1947, ne prévoit pas de sanctions contre les entreprises qui ne respecteraient pas la recommandation fixant à 48 h la durée maximale de travail ? De 1975 à 1983, alors que des dizaines de milliers de robots investissaient les entreprises japonaises, grandes et petites, la durée moyenne de travail augmentait de 4 heures (6) ! Cas unique au monde. Il n'est pourtant pas si loin le temps béni où l'automatisation devait suppléer le travailleur dans ses tâches les plus pénibles et lui faire la vie meilleure... Quant à la protection sociale ? Ne cherchez pas, elle n'existe pas ! Le technicien victime d'un accident du travail, s'il n'a pu cotiser un laps de temps suffisant auprès de la mutuelle de son entreprise, se trouve

rapidement démunie de toute ressource. Cette situation rappellera sans doute de bien mauvais souvenirs à nos plus anciens. Et le régime de retraite ? Il relève du secteur privé et n'intéresse le plus souvent que les employés des grands groupes industriels. Pour ceux des entreprises sous-traitantes, il n'est pas rare que l'âge de la retraite sonne à 70 ans passés. Où est le respect de l'individu dans tout ça ? On le cherche, mais en vain.

En mars dernier, 4 membres du comité d'entreprise d'Esswein, une filiale de Thomson installée en Vendée, passaient une semaine au Japon, accompagnés du directeur des relations humaines de l'entreprise. Au retour, le commentaire fut le suivant : « C'est curieux, comme là-bas les gens n'arrivent pas à s'exprimer individuellement... C'est le groupe, toujours le groupe (7) ». Pour une économie qui est supposée, toujours au nom du libéralisme à la Madelin, honorer les vertus de l'individualisme, ça la fout mal, non ?

Nous pourrions ajouter au passif du système japonais l'accroissement inquiétant des suicides d'écoliers en situation d'échec scolaire ou la permanence de castes telles que les « burakumin », ces travailleurs du cuir, ces tanneurs des quartiers sombres de Tokyo que la population japonaise traite en parias aujourd'hui comme aux siècles passés. Archaïsme ! nous répondra-t-on. Peut-être, mais dès lors comment souscrire au discours qui voudrait identifier libéralisme à la japonaise et modernité ? Ou bien, la nouvelle modernité serait-elle réaction, retour au passé ? La question ne manque pas d'intérêt.

En Bretagne, le choix est clair pour l'avenir et pour s'en sortir. Halluciné par un mirage, se laisser abuser par de fausses solutions et par un faux-progrès ou rechercher ici, dans les valeurs qui sont les nôtres, dans ce pays que nous avons construit et avec ceux qui veulent y vivre, le chemin d'une vraie solidarité sans laquelle rien ne se fera de durable. La solution est ici et nulle part ailleurs, aujourd'hui plus qu'hier.

G. GUYONVARCH

1. Les sogo-shoshas sont des maisons de commerce dont les fonctions diverses (promotion des produits japonais, gestion du stockage, des transports, des assurances, régulation du flux des marchandises japonaises et des importations, recherche des fournisseurs en énergie et en matières premières, placement des investissements japonais à l'étranger) en font les plaques tournantes du système de production japonais. Les plus importantes nous sont depuis longtemps familières : Mitsubishi, Mitsui, Sumitomo.

2. cf. « L'économie du Japon » de M. Moreau, PUF, 1985

3. cf. Les dossiers et documents du Monde, « La division internationale du travail », n° 73.

4. cf. L'Expansion, « Le mythe du MITI », 5 juin 1981 et « Les entreprises japonaises » de M. Yoshimori, PUF, 1984

5. cf. Le Monde diplomatique, « Des relations coopératives et conflictuelles » de J.M. Bouissou, février 1985.

6. cf. Libération du 16 mai 1986

7. cf. Libération du 7 mai 1986

DOUARNENEZ AN IX :

De Barcelone au monde celtique (2)

Barcelone aujourd'hui

A l'opposé de ces films, il y avait plusieurs œuvres se situant dans le milieu urbain actuel de Barcelone. C'est le cas des films de Bigas Luna qui avait fait le voyage de Douarnenez pour en parler : « Tatuaje » (1986), son premier long-métrage, adaptation de Manuel Vazquez Montalban sur une aventure (décrite de façon terne) du détective galicien Pepe Carvalho, dont le personnage a été repris par la série télévisée espagnole « Le Privé » (qui ne fracasse pas non plus les écrans !). Il y avait aussi « Bilbao » (1978) et « Caniche » (1981), films à scandale, illustration d'un univers morbide, marqué d'obsessions sexuelles.

Moins sulfureux, mais d'une très grande intensité dramatique et d'une très grande humanité, « Mater amatissima » (Adieu mon fils), film de Jose Antonio Salgot de 1980 a beaucoup marqué ceux qui l'ont vu : il s'agit de la vie d'une jeune femme, mère d'un enfant autistique que, devant le gouffre de la vie commune, elle préfère endormir à jamais. Il y avait aussi « Crits Sords » (Cris sourds, 1984) de Raul Contel, sur la difficulté de s'exprimer et de communiquer. Mentionnons enfin, dans un registre un peu différent, « Ocana, retrat intermènt » (Ocana, portrait intermittent, 1977) de Ventura Pons, sur les marginaux des Ramblas de Barcelone, à qui la chute du franquisme permet de vivre au grand jour.

Les films que je viens de mentionner ont pu ne pas plaire, et bien des spectateurs n'ont pu supporter « Bilbao » ou « Caniche ». Mais à moins d'être un horrible pisse-vinaigre, il n'était pas possible de ne pas se laisser emporter par la vie débordante, par le tourbillon de rire et de verve de « Karnabal » (Carnaval, 1985), de Carles Mira : la création de l'Univers revue par la troupe très célèbre d'Els Comediants, c'est irrésistible !

C'est cependant sur une note plus sérieuse et plus actuelle que je terminerai ce panorama de la sélection catalane, en évoquant « La piel quemada » (La peau brûlée, 1966) de J.M. Forn. Film sur le problème toujours d'actualité des immigrés d'Andalousie (et d'ailleurs) en Catalogne, immigrés qui constituent 40 % de la population de la Catalogne et dont l'intégration est un des enjeux les plus importants actuellement.

Dans ce choix de films, tout le monde pouvait s'y retrouver, même si tous les films ne pouvaient pas plaire à tout le monde. **Non, le cinéma catalan n'est pas un cinéma ennuyeux ou intellectuel, même si certains films peuvent l'être.**

En plus de ces longs-métrages il y avait aussi des courts-métrages produits par l'Institut du Cinéma Catalan, dont plusieurs tirés des séries « Noticiari de Barcelona » ou « Noticia de Catalunya », films qui portaient sur l'histoire, la culture, la vie artistique, les paysages de la Catalogne. Mais ces films étaient en version originale, si bien que les spectateurs n'ont sans doute pas pleinement profité de leur contenu très intéressant. Mentionnons enfin un court-métrage produit en 1936, par la CNT-FAI, organisation anarchiste, qui est sans doute le premier, sinon un des tout premiers documents sur la guerre d'Espagne et plus particulièrement sur la riposte au coup d'Etat fasciste du 18 juillet. Même s'il était en version originale, les images étaient suffisamment fortes pour se passer de paroles.

Il y a eu aussi la présentation de productions vidéos, avec notamment quinze œuvres de production indépendantes sélectionnées auparavant pour la IV^e Mostra de vidéos réalisées en Catalogne, d'avril 1985 à avril 1986. Des programmes de TV3, représentée à Douarnenez par le directeur des programmes, ont également été présentés au festival.

Il y a eu enfin tous les jours un débat sur différents aspects de la Catalogne, notamment sur son histoire, son cinéma, sur TV3, sur la situation et les problèmes politiques actuels, sur la politique linguistique de la Generalitat. Ces débats, précédés par un bref exposé d'un des invités catalans, ont été intéressants et sans doute plus positifs que ceux de l'année dernière.

Et le monde celtique ?

Comme les années précédentes, une place était accordée à la Bretagne et aux pays celtiques. Tous les jours à 18 h, étaient présentés des films des pays celtiques ou sur les pays celtiques : pouvoir revoir « Le Moucharde » de John Ford ou « La Taverne de la Jamaïque » d'Alfred Hitchcock a été très apprécié. Pendant trois jours ont été présentés des films sur l'île de Sein : certains, anciens, déjà connus mais que l'on retrouve avec plaisir et émotion comme « La Mer et les Jours » de Raymond Vogel et Alain Kaminker et « Mor



Vran » de Jean Epstein, d'autres beaucoup plus récents comme « Accord parfait » d'Arsène Floquet, « L'île à ma dérive » de Jeanne Labrunie et surtout « Joa d'an Anaon » de Peter Anger, film deux fois primé en 1985, qui a obtenu le prix « Ar Men » créé cette année à Douarnenez, pour récompenser la meilleure œuvre de cinéma, de vidéo ou de télé parlant de la Bretagne. « Joa d'an Anaon » a été produit par la Radio-Télévision Belge : encore une fois, après Epstein, après « Breizh » de Ritva Rentqvist et Cathy Geoffroy, un œil venu de l'extérieur qui sait le mieux présenter la Bretagne, quand y aura-t-il des cinéastes bretons capables de relever le défi ?

Parmi les films des pays celtiques, citons notamment « The best man » (Le garçon d'honneur) de Joe Mahon, produit à Derry, et qui a remporté de Grand prix du 7^e Festival international du film et de la télévision des pays celtiques en mars 1986, à Newcastle, en Irlande du nord.

Et si vous en avez l'occasion, ne manquez pas de voir « Coming up roses » (Parfum champion) de Séphen Baylay (l'auteur de « Joni Jones » et de « And Pigs might fly »). Ce film remarqué à Cannes cette année, entièrement en gallois (à quand un long-métrage de qualité en breton ?) raconte avec beaucoup d'humour ce qu'il advient quand le dernier cinéma de la ville ferme et que ceux qui y travaillaient cherchent à le faire rouvrir.

Mais ce qui a fait l'originalité du festival de cette année et qui en a enrichi le contenu et la portée ce sont les rencontres de travail, à côté des activités ouvertes à tous : ainsi le Conseil culturel de Bretagne s'est réuni à Douarnenez pendant le festival, ce qui a permis de comparer les situations en Catalogne, dans les pays celtiques et en Bretagne et de dresser d'utiles constats. Les contacts entre le directeur des programmes de TV3, le directeur de la quatrième chaîne galloise, et celui de BBC Ecosse devraient se révéler profitables dans l'avenir. La rencontre entre le directeur exécutif

de la fondation « Caixa de Pensions » (Caisse d'Épargne Catalane) — qui pratique une politique active de promotion culturelle, de façon très large et en dépassant ce qu'on appelle habituellement le mécénat — et des milieux économiques bretons permettra peut-être à certaines sociétés bretonnes de prendre des initiatives nouvelles et intéressantes.

Dans toute cette description du festival, j'ai pu oublier certains aspects ou certaines activités. Que les intervenants au festival, que les lecteurs m'en excusent ! Mais il y avait tant à voir et tant à faire qu'il est difficile de tout suivre. C'est pour cela qu'il est envisagé l'an prochain de mettre le moins possible les différentes activités en concurrence.

Le bilan du festival n'incite cependant pas à être triomphaliste, même si le contenu en a été très riche. Il y a eu en effet une diminution sensible du nombre de personnes quelque peu réduit (les autres festivaliers étaient pendant ce temps-là au cinéma).

Il n'y a pas de quoi s'alarmer outre mesure, car cette année, d'autres festivals ou manifestations ont connu une diminution parfois importante du nombre des spectateurs : conséquences de la crise économique et du mauvais temps... Il y a peut-être cependant des raisons inhérentes au fonctionnement du festival lui-même et les organisateurs seront sans doute amenés à trouver de nouvelles formes d'organisation et de fonctionnement. Disons enfin que de nombreuses personnes en Bretagne seront passées à côté de quelque chose d'important et que nous avons tous, militants bretons, quelque chose à apprendre de l'expérience des autres et qu'il ne serait pas bon de nous replier sur nous-mêmes.

Yves JARDIN

Un marathon judiciaire en Corse : « L'affaire Tomasi »

Y a-t-il une justice en Corse ? On peut en douter au vu du cas de Felice Tomasi, militant nationaliste, détenu depuis le 25 mars 1983 dans l'attente d'un jugement.

Tout d'abord, précisons quelques faits et dates :

— Le 25 février 82, un légionnaire meurt dans un attentat revendiqué par le FLNC.

— En janvier 83, Broussard arrive en Corse avec pour mission d'en finir avec le nationalisme corse.

— Le 23 mars 83, Felice Tomasi et Charles Pieri sont arrêtés et accusés d'avoir participé à l'attentat, sous la foi du « témoignage » d'un individu douteux, sans doute un indicateur, Joseph Morachini.

— Dès le 25 mars (fin de la garde à vue) Tomasi et Pieri réclament une expertise médicale ; celle-ci signalera pour Tomasi de multiples ecchymoses et un tympan éclaté, valant une interruption temporaire de travail de trois jours. C'était le résultat de deux jours sans repos, sans manger, ponctués de passage à tabac d'inspecteurs de l'équipe Broussard. Bien entendu, les inspecteurs n'ont jamais été sanctionnés, et au contraire, les avocats, médecins ou journalistes ayant dénoncé ces sévices ont été poursuivis pour « propagation de fausses nouvelles » en mars-avril 83. Les procédures seront abandonnées de-

vant l'évidence des faits.

— Depuis cette même date, et bien qu'ayant toujours nié les faits, Felice Tomasi est inculpé et placé en détention préventive. Son affaire est suivie successivement par trois juges d'instruction en Corse, avant d'être transférée à Bordeaux le 22 mai 85, sans qu'aucun élément nouveau ne soit apporté. Malgré les interventions répétées de « A. Riscossa » (Collectif d'aide aux prisonniers politiques corses), et une grève de la faim de 21 jours en janvier 86, toutes les demandes de mises en liberté provisoires ont été refusées.

Un cas limite, mais révélateur

Ainsi, dans un pays qui se gargarise d'être un « Etat de droit », un militant politique peut rester trois ans et demi — bientôt quatre — détenu sans jugement, une sorte d'otage de la police. Cela ne peut étonner que les naïfs, certes. Que cela se passe en Corse non plus : l'Etat français y fait face au mouvement nationaliste le plus avancé (hors les Dom-Tom). Pour combler les lacunes dans la « grande information », les militants bretons des collectifs « Solidarita » (1) comptent organiser une tournée de nationalistes corses, entre autres.

B.J.

(1) BP 146, 93100 Montreuil.

D'autres le disent... L'école galloise vue par un élu P.S.

Il y a du soleil sur Cardiff. Les douze membres de la délégation bretonne (1) scrutent le paysage à travers les hublots cherchant à matérialiser tel ou tel souvenir des trois jours passés dans l'ambiance du « mouvement » pour la promotion de la langue galloise. Puis, pensif, chacun tente de récapituler l'ensemble des informations qui lui ont été largement distribuées durant le séjour.

Quelle surprise, pour la plupart, de découvrir le bilinguisme quotidien dans un pays où l'anglais (la langue la plus parlée au monde) doit accepter de cohabiter avec une des

langues les plus anciennes, sans que cela déclenche, bien au contraire, des vagues de protestations.

Quel étonnement d'apprendre que les écoles (publiques) en gallois sont en pleine expansion, surtout dans les régions où la langue avait depuis longtemps disparu. Dans le seul comté de South-Clamorgan (Cardiff), il y a neuf écoles primaires uniquement en gallois et une école secondaire (collège + lycée) qui, contrairement à l'ensemble des établissements, voient leur effectif considérablement augmenter chaque année. Pour autant la langue galloise n'est pas délaissée dans les autres écoles : dans les écoles publiques, un professeur de gallois enseigne une heure par semaine dans chaque classe, si ce n'est la langue, au moins la culture et la civilisation du Pays de Galles.

Quelle incrédulité quand on apprend que tout le monde participe financièrement à ce mouvement, l'Etat, les comtés, les villes, les associations diverses. Un calcul rapide fait penser que l'aide financière des collectivités publiques est vingt fois supérieure à celle accordée au breton pour un nombre de pratiquants sensiblement égal.

Il n'est pas encore venu le temps où une chaîne de télévision bretonnante diffusera vingt-cinq heures de programme par semaine dont 10 produites gratuitement par une chaîne nationale publique.

Il n'est pas venu le temps d'une signalisation bilingue totale sur la voie publique qui s'étendrait aux boutiques et à de nombreux documents administratifs.

Il n'est pas encore venu le temps où les enfants des écoles bretonnantes seront au moins trilingues, si ce n'est quadrilingues à leur baccalauréat, ce qui leur ouvrirait largement la porte des organismes internationaux (il a une majorité de Gallois dans la représentation permanente britannique à Strasbourg et à Bruxelles).

Il n'est pas encore venu le temps... mais le temps nous presse. Nos cousins du Pays de Galles nous offrent un exemple de ce qu'est la promotion des hommes par le développement de la culture, profitons-en.

Et après avoir chanté « Allez Galles », nous pourrions reprendre « Debout Bretagne ».

Philippe MEYER

(1) La délégation était composée de membres du Conseil régional de Bretagne, du Conseil général du Finistère, du Conseil culturel de Bretagne et de représentants d'associations de l'audiovisuel de Bretagne.

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'UDB.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à U.D.B. - B.P. 215 - 44007 NANTES Cedex

pour renforcer la Bretagne qui se bat... Rejoignez l'U.D.B.

POBL VREIZH

Glizh-Arc'hant

Romant kazetenn diembann,
gant Fanch Treger

C'hwezekvet rann Pardon hag adpardon

Ur wech echu gant ar berchenn ez a ar wazed ha paotred ar c'homite da evan bep a chopinad d'an ostaleri e-ser paeen ar c'hoarierien. Er bloaz-man ez eo kant lur ar priz kentan ha pevar-ugent lur an eil. Pevar briz a vez peurvuian. Goude, e tistro an holl war ar c'hlaenn da gendrec'hel gant ar c'hoariou. Breman eman tro an ahel-karr. Un ahel pounner avalc'h eo, tremen ur c'hant. E Bro-Dreger e vez savet an ahel gant ur vrec'h hepken. Ret eo d'ar c'hoariereunan e vrec'h, an ahel gantan en e zorn, ur wech nemetken. Evel evit an darn vrasan eus ar c'hoariou eo ret kaout nerzh ha tu war un dro. Ret eo gouzout kempouezan an ahel en e zorn a-rez e skoaz a-raok reudin e vrec'h en un taol sec'h. Lommig ar c'hantonier a zo ur mailh war an ahel. Bep bloaz pe dost e teu ar maout gantan. Ha pa vez laret dezhan gant an dud :

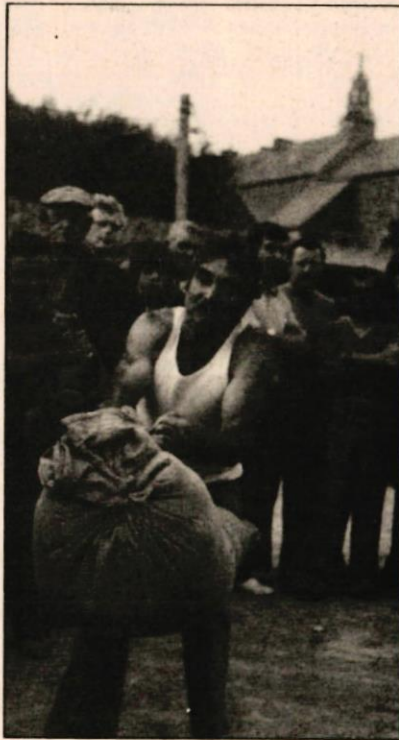
« Ale, Lommig, deuet eo ganit adarre ! » ne c'hwit kammed da respont :

« Na n'on na bras na tew, Met ar pezh a zo diouzhin 'zo bew ».

Gwintan pe samman ar sac'h a vez graet goude. Gwechall e veze bleud e-barzh ar sac'h, breman e vez lakaet traezh aod peurvuian. Daou c'hant lur bennak evit kregin. Ma vez re bounner e vez diskarget un tamm, ma vez re skanv e vez karget muioc'h e-barzh. Ur c'hoari milinerien a wechall eo heman war a seblant. Ur c'hoari eost ivez, d'ar c'houlz ma veze dornet an ed war al leur ha kaset ar greun war ar choug d'ar solier. Setu perak o deus poan ar re yaouank a vremen o tont a-benn da wintan ar sac'h dre ma ne vez ket graet seurt labouriou ken war ar maez. Fanch ar C'hohz, le-sanvet Fanch krenv a zo ur mestr war ar sac'h. Un dudi eo gwelout anezhan o c'hoari e baotr. Lakaat a ra da gantan ar sac'h had traehz en e sav war an douar ar fons e-krec'h. Plegan a ra da vriata anezhan, e zivhar distok hag e benn en traon. Kluchan a ra goude, ar sac'h gantan war e zaoulin, briatet start. E-keit ma oa o kluchan evelse eo bet eilpennet ar sac'h gantan ha setu eman breman ar penn skoulmet war c'horre. Chom a ra Fanch evelse ur pennadig da ziskuizhan ha da zastum holl e nerzh ha goude e sav en e sav ar sac'h briatet start dalc'hamat. Breman ne chom d'ober nemet teurel anezhan war e skoaz ha setu sammel ar sac'h had traehz. Stlakal a ra an dud o

daouarn en ur huchal. Peadra a zo d'ober, sur n'eo ket marteze rak gwintet en deus Fanch krenv daouc'hant daouzek lur ha tri-ugent !

A vec'h ma 'z eo echu ar c'hoari-man ha lipet ur chopinad gant ar c'hoarierien ma vez galvet ar wazed da sevel ar c'hraevazh. Ur c'hoari kozh adarre marteze deuet gwechall eus labour tenn ar vengleuzierien. Ur garrigell hep rod eo ar c'hraevazh e gwirionez. Met ur garrigell solut e koad tilh. Karget e vez warni mein pounner, mein benerezh peurvuian. Kregin a ra ar wazed er brec'hioù



en ur gluchan, o c'hein troet gante d'ar mein ha bec'h dezhi ! Ret eo dezhe digeinan gant ar c'hraevazh. Ur c'hoari start eo heman ha danjerus awalc'h evit al lounezhi. Hiziv, e Plouarmel, ne chom ken nemet Yann ar Rouz lesanvet Tata gozh hag Ifig Lagadeg penn ouzh penn e dibenn ar sachadeg.

Manet eo an holl c'hoarierien all bout. Eman Ifig Lagadeg o paouez c'hwitan e drivet taol esae, an diwezhan. Neuze e teu Tata gozh. Mont a ra etre brec'hioù ar c'hraevazh, juntan a ra ervat e dreid war an douar ha, goude bezan krenchet

en e zaouarn div wech e krog da sachan. Dont a ra goustadik gantan war grec'h. Klevet e vez ar c'hoad o strakal dindan pouez ar vein. Bec'h a zo war Tata gozh, me lar deoc'h. Ruz eo e benn ha gwelet er vez gwazhiennou e c'houzoug dispak evel ma vefent o vont da ziflipan. Agreiz-holl e klevet : « ta, ta, ta, ta, ta, ta » hag ur youc'hadenn spontus (alese e teu e lesanv).

« Deuet eo gantan ! » eme an arvesterien. Deuet eo gantan, ya ! met start eo bet an traou.

Tost da seizh eur eo pa grog ar wazed da zont da sachan war ar vazh, ar vazh-a-benn ha n'eo ket ar vazh-yod. Goude bezan tennet ar blouzenn verr da c'houzout piw a sach'o a-enep da biw e lamm an daou c'hoari war zivrec'h astennet gwazed all oc'h ober ur seurt pont. A-blat, war o c'hof emaint astennet hag unan pe zaou a grog en o zreid. Neuze, an diw lodenn a dosta an eil d'eben hag an daou c'hoari a grog start en ur vazh koad kalet, un tamm troad skubellenn garamet en e greiz, peurvuian.

Ha, dao dezhi, neuze ! ar vazh a chom etre krabanou an hini krenvan. Taolet e vez bep gwech er-maez eus ar c'hoari an hini en devez diskroget diouzh ar vazh ha d'ar fin e chom ar priz kentan gant ar c'hoari n'en devez kammed lezet ar vazh da ziflipan diouzh e zaouarn. Paol ar Sidaner, glazard moan ha krenv, a c'ho-nez ar priz kentan kazimant bep bloaz.

Eman an noz o tont pa grog c'hoari ar maen-pouez, da laret eo : teurel ur pouez a zaou-ugent lur ar pellan posupl. Ha deuet eo da vezan tennal pa sach ar wazed war an tortis evit klozan ar Pardon. Sachadeg met ivez cholori a zo breman rak hir eo bet an deiz ha meur a vannac'h a zo bet evet.

Ur pardon diwezhat eo Pardon Itron Varia a Gonfort e Plouarnel, daoust ma n'eo ket an diwezhan peogwir e vezer kustumet da laret pa gomzer eus ar Pardonioù e Bro Dreger :

« Pardon Tregrom
A serr an nor plom ».

Daoust da se e kouezh an noz abred war ar c'hoariou ha poan awalc'h a vez oc'h echu an traou a-raok ma teu da vezan tennal-du ha yen. Rak ret e vez echu ! Evel ma lar ar gaoz.

« N'eus forzh pegen kaer e vez ar pardon

Eo ret dezhan echu ur wech ben-nak ! »

4) SOKRATEZ

Met eus pelec'h an diaoul e teu an tech fall-se da voutan war ar skolidi d'ober atersou ouzh o c'helenner-pederouriezh ? Ne gredan ket e teufe se eus miz mae 1968. D'am meno, Sokratez eo a zo kiriek da se.

Un deiz, em skol, e-doug un emvod gant kerent ar vugale, ha me o welout ur plac'h cheuc'h o tont d'am gaout, un aer vat a vourc'hizez gadal dezhi. Hogen, war a seblant, ne oa ket deuet da ginnig din he gourc'hemennou. Taer e oa he sellou ha moulbennek he dremm. Ne oa ket aet en he c'hoazez ma oa dija krog da c'hrozmolat. « Ne gomprenan ket, emezi, keit'zo m'emaoc'h o kelenner ar brederouriezh, perak ne aotreit ket d'ar skolidi ober goulennoù ouzhoc'h ? Ar re yaouank e vez laouen pa c'hellont ezteurel o sonj. Laret e vefe n'hoc'h eus biskoazh klevet komz eus Sokratez ». Ha Sokratez ac'han ha Sokratez aleson. E-pad ur c'hard eur evel-se. N'em eus ket sonj mat eus ar pezh he doa drailhet din ha ne vijen ket barrek d'hen restan. Hogen, diouzh ar pezh am boa intentet, e oa ret da bep den « gwilioudin ar wirionez » evel m'en doa laret Sokratez. Sanset, pe den a oa sanket ar wirionez en e askre ha ne vane netra d'ober nemet diatrebin an hent evit ma c'hellfe ar wirionez-se strinkan er-maez. Hag evit-se e oa ret divizout. Micher ar c'helenner a oa kendivizout gant e skolidi. Goulennata. Aterzin. Met aze e teue an traou da vezan luziet a-walc'h. Rak, ar wirionez-se, daoust dezhi bezan e kerz pep den hag ivez pep skoliad — peogwir bete vraman e klenker c'hoazh ar skolidi e rummad an dud — a oa diaes-tre lakaat e grabanou warni. Ken en teue ar brederouriezh da vezan un enklask peurbadel eus ur wirionez imposibl da dizhout, un Imram trist a-walc'h a-benn ar fin.

Ac'hanta, daoust ma oa krog he c'hozh louegaj da helligan din va divskouarn, e oan chomet difinv e-pad ma talc'he war he c'haoz. Met adalek ma em boa bet tu da zibrennan ma beg, m'em boa ket c'hwitet warni. « Hopala, emezon, o komz war va fouezig, hopala, ltron, kavout a ra din ez it un tammig re bell ganti. N'on ket sur e vefe gwell reizhpoell ar pezh a gontit aze. P'eman ar wirionez e kalon pep den pe n'eman ket. Ma eman, e tleer bezan barrek d'he dizolein. Ma n'eman ket, ne dalv ket ar boan chom da redek war he lerc'h. Erru on skuizh o klevout komz eus ur wirionez a vefe fichet e kreizon pep den evel ur berlezeenn en he skrin, hag e vefe ret bezan e vuhez pad o loenin e gorf araok damwelout ar skleurren anezhi. Arabat memestra kemer ar prederour evit Boudedeo ».

Va c'homzou nerzhiek a hanvalae bezan bet un efed bennak war hor sokratourez direzon rak goude-se, e sederaas d'he

dremm ha, hep na voe troc'het ar gomz din ur wech, e c'hellis lakaat an traou war o rez.

Respont ar prederour

« Gouzout a rit moarvat, ltron, a gen-dalc'his, peseurt termenadur a vez roet eus ar brederouriezh. Philos — sophia da laret eo karantez ouzh ar furnez. Met petra eo ar furnez ? » Ar paour kaezh plac'h a selle ouzhin gant daoulagad dispourbellet padal ne zeue ket a-benn da zic'hwezhan ger. « Ar furnez, emezon, a dalvez ober ar pezh a zere ouzh hon natur. Sequere naturam. (a-wechou e plij din meskan un nebeut bommoù latin gant ma ratatouilhez filosofek. Petra fell deoc'h gwall c'hoular e vez ar soubenn pa ne vez ket enni un tamm pebr hag holen). Sequere naturam, hounnezh eo ar reolenn. Met evit heuilh hon natur, ez eo ret gouzout petra eo. Meizan mat evit ober ar vad, kompren a rit ? (ha pouezan a raen rak he mab ne oa ur mailh na war ar ouiziegezh na war ar vertu). Ar prederour n'eman ket o klask war-lerc'h ur Graal bennak a ziflipfe diouzh e zaouren e-feur ma krogfe ennan. N'it ket da dreuzveskan anezhan gant marc'heien an « Daol-Grenn ». Sapientis est altissimas causas considerare, ltron. Skiant an abegou uhelan eo ar brederouriezh, skiant an diazezoù, ma tiver an holl skiantou all diouti evel laezh druz ha fonnus diouzh taezh stegn ur vuoc'h ouenn vat. (Aristotelaezh dixit). Rak-se, poent eo deoc'h paouez gant ho faribolennou difeson ».

Batet e voe ar flavenn gant va c'homzou birvidik. Badouet a-grenn. Ken e voen pedet un nebeut deizioù goude, da goanian ganti, e-keit m'edo he gwazh o vale bro. Hag e resevis un digemer eus ar c'hentan.

Sokratez adarre

Da glozan ar gont, me a laro ne fell ket din, evit priz ebet, e vefe torret ma fenn din ken gant Sokratez. Setu aze un urupailh hag en deus tremenet e amzer

oc'h ober goap ouzh gouiziegezh ar re all. N'en deus biskoazh goveliet ur meizad a brederouriezh bennak. N'en deus skrivet netra kennebeut. Ha, daoust da se, e vez meulet ha kanmeulet gant an holl. Laret e vez diwar e benn ez eo « Prins ar Brederourien », « Merzher ar Wirionez », « ur patrom », evit an holl gelennerien, ur « Sant rak-kristen » ur « C'hevriour » ha me a oar petra c'hoazh. Tremenn-poent eo lakaat un termen da seurt randonerezh. Ne zisionjit ket ez eo bet kondaonet al lampon-se d'ar marv ha ranket gantan lipat ur chopinad kegid. Tamallet e voe dezhan, gant gwir abeg, bezan graet fae ouzh ar relijion ha bezan klasket breinan speredou ar yaouankiz. An darvoud-se n'eo ket c'hoarvezet pa oa ar galloud etre daouarn ar goronaled met da vare an demokratiezh athenat ha pa oa houman en he splannder. Hag ouzhpenn, arabat deoc'h kredin en ur fazi a varnedigezh : gwelet e veze e walloberou gant er gevredigezh a-bezh. Nann, kredit ac'hanon hardizh, ar Sokratez-se ne oa mann vat ebet. Tra ma veze e wreg Xanthippe o kian war al labour, da laret eo oc'h aozan boued o pledin gant ar vugale, o samman war he chouk holl drabasou ar vuhez pemdeziek ha, war ar marc'had, o labourat er-maez ar gêr evit magan he ziegezh, ar brabanser-man a veze o pilat e c'henou war straedou Athen.

Ha pa bege ennan ar c'hoant da vreskenn, e chome an treuzkof dibalamour-se da c'hwilostat ha da ruzan e pep lec'h. An devezhiou hag an nozvezhiou a dremene evel-se, o lonkan, o tansal hag o pleustrin tud yaouank ne gredan ket zoken lavarout deoc'h peseurt siou fall a o ganto. Ha neuze, pa veze eouliet mat e gorzailhenn e skeud ar bannac'hou ha tommet mat d'e gokenn, ne serre genou ebet ken hag ez ae da glask reuz ouzh n'eus forzh piv. Toud an ton hag ar pardon gantan. Ar pezh a zo bet anvet dalelerezh pe dialektik gant an dud dizek hag hegredek. Me a lavar deoc'h an hini a glemman en afer-se eo Xanthippe, e wreg, a zo bet rebechet dezhi bezan ur geben hag hi divrudet a-hed an lstor. Koulskoude, pa seller a-dost ouzh hec'h holl berzhiou-mat, hi a vije bet dellezek bezan unan eus hor mammou-familh.

Da genderc'hel

AN DIV STAL PENNAN ER VRO AR BED KELTIEK

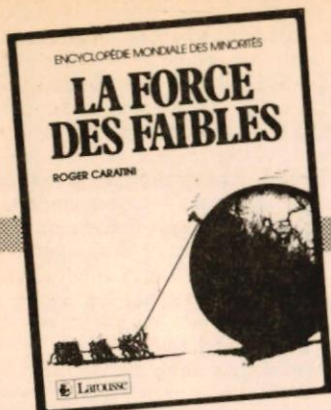


2 str. ar Roue Grallon
KEMPER (95.42.82)



Plasenn Guerin
BREST (44.05.38)

EVIT HO LEVRIOU - PLADENNOU - PEZHIU ARZ KELTIEK



Chaque jour, les grands médias d'information nous tiennent au courant d'une actualité nationale ou internationale souvent dramatique, marquée d'un bout à l'autre de la planète par la présence du fait minoritaire. Ce fait peut être occulté ou déformé dans l'information reçue, il n'en demeure pas moins que chacun d'entre nous déjà entendu parler des Tamouls, des Aborigènes d'Australie, des Amérindiens, des Arméniens, des Basques, des Bretons, des Catalans, des Chypriotes, des Chiïtes, des Corses, des Croates, des Druzes, des Intouchables de l'Inde, des Juifs, des Kanaks, des Kurdes, des Sahraouis, des Sikhs, des Tsiganes, des Algériens en France, des Indiens en Grande-Bretagne...

Qu'elles soient silencieuses ou effervescentes, les minorités ont plié sous la loi du plus fort au cours de l'histoire, par le jeu des conquêtes, des guerres et des traités, avec la bénédiction des théoriciens de l'Etat, jacobins de tout poil, hégéliens, conservateurs, socialistes marxistes ou non marxistes, dictateurs et tyrans.

L'auteur nous rappelle que la constitution des communautés, qu'elles soient ethniques, culturelles, religieuses ou linguistiques précède celles des Etats. Sous l'effet de l'expansion démographique, les territoires ont progressivement cédé la place aux pays, les communautés aux peuples, les peuples aux nations. L'étape suivante fut la formation des Etats-nations tels qu'ils apparurent en Europe. Ces états-nations, la France, l'Angleterre, l'Espagne et les autres regroupaient sous un même souverain des peuples jadis distincts et indépendants, qui obéissaient maintenant aux mêmes institutions. Les Corses obéirent à Gênes, les Ecossais aux Anglais, les Vénitiens à l'empereur d'Autriche, etc. Lorsque souffla le vent de la révolution française, les sujets furent transformés en citoyens, le souverain remplacé par cette abstraction autoritaire qu'on appelle l'Etat.

Dans le même temps que se développait la puissance de l'Etat, le système capitaliste s'épanouissait avec les excès que l'on connaît, l'impérialisme et la colonisation. Le droit du plus fort avait succédé à celui du plus nombreux. D'incombrables peuples furent soumis à l'autorité de quelques Etats : la situation minoritaire devint universelle.

L'ouvrage décrit d'abord les faits minoritaires les plus connus où l'on re-

Des poèmes de Gérard Le Gouic

Deux ans après le recueil présenté par Patrick Le Doré dans ces colonnes, Gérard Le Gouic publie un maître recueil de poèmes (Rougerie, éditeur). Maître recueil, tant le style en est dépouillé, simple, tantôt ironique, tantôt émouvant. « Je m'accorde encore dix ans pour devenir un poète » écrit Le Gouic, l'expérimenté qui s'amuse plus loin :

« La loi du sacristin
de Quimper Corentin
a de quoi surprendre »

et d'imaginer ce qui se passerait si Dieu apparaissait dans l'église. « Le chasserait sans vergogne ». Courts, longs, chantants, les poèmes deviennent ensuite des portraits-minute de Max Jacob, Tristan Corbière, Eugène Guillevic, Maurice Fombeure, Xavier Grall, Georges Perros et d'autres. Instantanés et portraits-minute se laissent feuilleter, lire et relire. En parler est presque de trop, mais le lire s'impose...

Histoires et légendes de la lieue de grève

Désiré Lucas, l'érudit de Plestin-les-Grèves (22) vient de publier, grâce au centre culturel local, une intéressante brochure de 34 pages sur la lieue de grève, cette baie de près de 4 km de largeur dont la traversée, à marée basse, provoquait naguère la frayeur des voyageurs, particulièrement de ceux qui étaient fortunés. L'oratoire de Saint-Efflam, le grand Rocher (le Roc'h Karles), le cimetière marin de Saint-Michel-en-Grève, le Rocher Rouge ont une histoire, des histoires que ce livret nous rend familières. L'auteur parvient souvent à distinguer l'histoire de la légende et fournit une bibliographie détaillée (25 F).

trouve tout à la fois les minorités régionales et les minorités émigrées. On y regrette quelques erreurs sur les chiffres et les dates ainsi que quelques faiblesses dans la présentation de la situation en Bretagne.

La deuxième partie est consacrée à une analyse théorique intéressante du concept de minorité défini comme un sous-ensemble d'un ensemble national, à caractère historique, soumis à la règle dominante et entretenant avec cet ensemble des relations dynamiques centripètes ou centrifuges. Suit un tour du monde des minorités présentes dans leur cadre géographique contemporain.

Un Atlas mondial des minorités termine le livre où l'on trouve également bibliographie et filmographie, un index des sigles et un index des mots-clés.

L'auteur, Roger Caratini, un Corse, philosophe et encyclopédiste, est déjà l'auteur d'un traité d'« oligologie », terme créé par lui pour désigner la « science des minorités ».

Voici un ouvrage de référence en 399 pages bien construit, pratique et clair (Editions Larousse, 115 F.).

Jakez GICQUEL

NONO LIVRES L'antirouille



Notre ami Nono vient de publier un recueil de ses réflexions récentes, sous forme de BD et de dessins, bien sûr. « Bonjour la galère » alterne dessins et pages de BD comme on peut en trouver dans le PB. Ce sont des morceaux choisis par l'auteur, parus dans « Bretagne actuelle », « Oxygène », « Le contre-pied », « Tabouliner », « Orne-Info », « Fri-Louz », « Ouest France » et bien sûr souvent, le PB. Celui qui pourra identifier le premier les dessins parus dans son cher PB gagnera un abonnement gratuit pour un ami ! que préférer : l'artichaut léonard donné en communion par un évêque ? Chirac et les kanaks ? L'affaire Greenpeace ? Qui importe, à travers la férocité tranquille du dessinateur, c'est la Bretagne depuis 3 ans que l'on retrouvera aussi, et nos voisins, et les amis de nos voisins, et les parents et... nous-mêmes. C'est décapant. 60 F en bonne librairie (diffusion Breiz-Spèzet).

«Le risque nucléaire»

Un dossier-revue de presse réalisé par le CIELE

Après l'accident nucléaire de Tchernobyl, les informations sur les accidents nucléaires se font plus nombreuses. Le Centre d'Information sur l'Energie et l'Environnement (CIELE) a réalisé un dossier-revue de presse regroupant faits et informations qui paraissent chaque jour dans la presse : accidents, irradiations, dysfonctionnement des centrales... tout ce qui constitue le quotidien d'un monde... nucléarisé.

Ce dossier présente un certain nombre de faits parus dans la presse française mais souvent oubliés dans la période 1977-1986.

Il est disponible contre 25 F (32 F franco de port) auprès du CIELE, Maison de la Consommation et de l'Environnement, 48 bd Magenta, 35000 Rennes.

LIVRES

Etre Français-
Rester Breton

Après l'éditeur parisien Didier (PB précédent), c'est l'éditeur allemand F. Schöningh qui vient de publier un ouvrage remarquable d'Adelheid Schumann pour apprendre le français et connaître la Bretagne (1).

Sous le titre « Etre Français, rester Breton », on lit le sous-titre : « à la recherche de l'identité culturelle. En 106 pages, on aborde 4 parties principales : qui sont les Bretons ? Les Bretons entre la culture française et la culture bretonne, l'oppression et la renaissance de la langue et de la culture bretonnes, comment peut-on être Breton aujourd'hui ?

Encore un excellent manuel pour apprendre... le français

d'hui ? Les dossiers sont traités à partir d'articles de journaux suivis d'annotations précises et de propositions d'approche du document. « Le peuple breton », « Le Monde », Le cheval d'orgueil, Le cheval couché, des chansons de Stivell, de Gweltaz ar Fur, Gilles Servat, de nombreuses affiches, des extraits de bandes dessinées servent de point de départ. Les commentaires, très documentés et précis, montrent que les auteurs ont une excellente connaissance de la réalité bretonne. Espérons que ce travail sérieux et agréable à lire servira à nombre d'étudiants d'outre-Rhin. Peut-on souhaiter aussi qu'il serve à de nombreux francophones — et pourquoi pas à nombre de Bretons — à découvrir leur pays. Les synthèses de cette qualité sont suffisamment rares pour être lues et étudiées. Actuellement, on ne peut trouver de présentation plus claire et concise du problème breton.

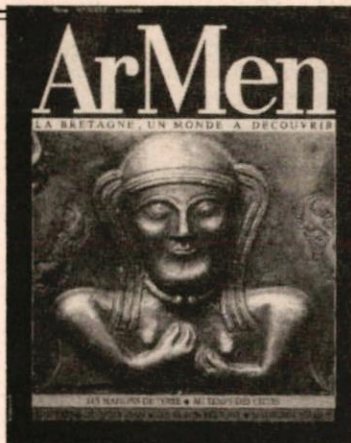
J.J.M

(1) « Etre Français-rester Breton », Editions F. Schöningh, Paderborn, RFA.

Ar Men n° 5

Depuis bientôt un an, la Bretagne dispose d'une belle revue bimestrielle qui a les mêmes qualités techniques et esthétiques que le *Chasse-Marée* (Voir PB n°), la précédente réalisation — un succès — de la même équipe de rédaction autour de Bernard Cadoret. La curiosité pour la matière bretonne (anecdote et esthétique surtout) est un fait massif. L'équipe du *Chasse-Marée* l'a bien senti en lançant cette belle revue « grand public ». Un bon lancement à Nantes (autour du thème du Muscadet), des panonceaux publicitaires accrochés, à chaque parution, à de nombreux feux de circulation des villes bretonnes, de nombreuses quadrichromies en couverture comme à l'intérieur (une soixantaine dans le seul numéro de novembre), des sujets couvrant géographiquement l'ensemble des 5 départements, une prédominance d'articles évoquant le passé, ont assuré à la revue un accueil excellent (plus de 30.000 exemplaires vendus pour certains numéros).

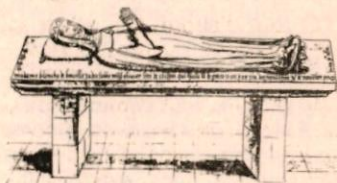
Une préparation efficace lui a donné plus des 5.000 abonnés nécessaires à la réussite de l'opération. Le résultat est là : des Bretons qui ne fréquentent pas les livres vont acheter *Ar Men*. Une clientèle sociologiquement très large découvre des éléments du patrimoine breton (le cairn de Barnenez, les maisons à avancée du Finistère, La Brière), des peintres (M. Méheut, Gauguin, Maurice Denis). Les rédacteurs introduisent aussi des études sur la Bretagne d'aujourd'hui (portrait d'une ferme du Morbihan. En Avant de Guingamp, le Pâté Hénaff). Le premier pari du lancement est gagné. Le second est de fidéliser les lecteurs : sur 4 ou 5 articles, il en faut une majorité qui



plaisent à une majorité de lecteurs pour que ceux-ci acceptent de verser 45 F tous les 2 mois pour cet investissement culturel. Ce second pari est à plus longue échéance. Le sentiment d'identité des Bretons — que nous sentons nous-mêmes dans notre action quotidienne — pourrait assurer sa réussite. Nous la souhaitons avec eux, comme nous souhaitons que soient abordés des sujets concernant aussi l'ensemble de la Bretagne. La mémoire collective du peuple breton passe aussi par là. Imprimée à Nantes, conçue à Douarnenez, rédigée dans toute la Bretagne, la revue est d'ores et déjà de niveau européen.



Art, société et politique au temps des ducs de Bretagne Les gisants haut-bretons (1220-1514)



Les Editions « Aux Amateurs de Livres » (de Paris) font paraître un beau livre d'art de plus de 300 pages, abondamment illustré, qui traite d'un sujet original : les gisants, c'est-à-dire les statues figurant sur les tombeaux de personnages importants, morts au Moyen-Age et à la Renaissance en Haute-Bretagne. Ce livre est dû à Jean-Yves Copy, docteur en histoire de l'art, qui a parcouru des milliers de kilomètres, en Bretagne et dans les régions limitrophes, pour inventorier, analyser, identifier, comparer ou photographier près de 400 tombeaux existants ou disparus (mais dont subsistent des descriptions ou des dessins).

le peuple breton

Mensuel - Edité par les Presses Populaires de Bretagne - 43 rue de Kerampont - 22300 Lannion (association déclarée suivant la loi de 1901).

Président : R. Pédron, secrétaire : M. François ; trésorier : J. Guégan. Composition et impression : IMPRAM - 22300 LANNION

REDACTION

Administration, abonnements : BP 301 - 22304 Lannion Cedex.

Publicité : au journal.

Directeur de la publication : J.J. Monnier.

C.P.A.P. : 66.132. Dépôt légal : 4^e trimestre 1986.

POBL
VREIZH



IDEEES CADEAUX

Voici venir Noël et le temps des cadeaux. Vous voulez offrir (ou vous faire offrir) un disque ? Excellente idée ! Mais investissez donc dans le folk, c'est une valeur sûre qui ne laisse pas de place à la déception.

Vous ne savez pas quoi choisir ? Permettez-moi, pour vous venir en aide, de vous indiquer quelques pistes, à défaut du bon choix madame, bon choix mademoiselle, bon choix monsieur, comme dirait Giscard le Ringard.

Et tout d'abord, une valeur sûre entre toutes : Alan STIVELL et son dernier album « Harpes du Nouvel Age... » (WEA) une petite merveille, parfaitement ciselée. Précisons que cet enregistrement est sorti en compact-disc.

Vous êtes, tout comme moi, un nostalgique du SERVAT-engagé ? Pratiquez le retour aux sources avec la compilation que les éditions Pluriel ont eu l'excellente idée de publier, « Quinze ans de chansons ».

Une chose est certaine, vous ne pouvez pas passer à côté de l'événement discographique de l'année, l'album de GWERZ coproduit par le groupe et DASTUM, Triskell d'Or 86. GWERZ ? le meilleur groupe breton actuel et l'espoir de la musique bretonne...

Les chants de marins vous branchent ? Sachez que DJIBOUDJEP et LONG JOHN SILVER se sont fendus, chacun, d'un enregistrement de qualité.

Vous aimez la musique gallo ? Là aussi, vous n'avez que l'embarras du choix. « Musiques de Bretagne » de GWENVA, le groupe de Baron et Anneix, constitue un très bon achat. Quant au disque de JOLIMONDE, il doit être très bientôt distribué dans le commerce. Nous en parlerons dans le PB de janvier. N'oublions pas non plus nos bons vieux groupes bretons BLEIZI RUZ (Klask ar Plarc'h) et SONERIEN DU (Amzer Glas). Ils ont toujours autant de tonus.

Chez nos cousins irlandais, la production musicale ne faiblit pas. Permettez-moi de vous recommander chaleureusement « The Storm » du groupe MOVING HEARTH, de même que « Granuaile » de SHAUN DAVEY ». Sachez aussi que le premier disque des affreux POGUES « Red Roses Forme » édité outre-Manche avant « Rhum, sodomy ant the lash », fait, ces jours-ci, sa sortie hexagonale. Et du côté de l'Afro-rock, la famille éléphant — TOURE KUNDA — sort un nouvel album intitulé « Toubab-bi ». nous reviendrons sur ces deux 33 tours très prochainement.

Enfin, double événement dans le monde du folk, le retour d'Angelo BRANDUARDI (« Branduardi Canta Yeats » RCA-Ariola) et surtout celui de MALICORNE dont nous vous touchons deux mots ce mois-ci.

Avec tout ça, si vous restez secs pour vos cadeaux de Noël, je mange mon stylo !

P.M.

MALICORNE :

« Les cathédrales de l'industrie »

(Celluloid CEL 6792)

Quand la vague folk atteignait des sommets, à l'époque où pour être branché il fallait, OBLIGATOIREMENT, s'envoyer en l'air au son de la vielle à roue ou de la cornemuse, le mot de passe était : « Et le dernier MALICORNE, tu l'as écouté ? ». Celui qui, par malheur, secouait la tête de gauche à droite et inversement, passait pour le dernier des attardés. A juste titre, bien sûr, puisque les platines parisiennes n'utilisaient plus que ce seul carburant.

Depuis quelques années les temps ont bien changé et celui qui prend son pied en écoutant GWERZ (pensez donc, du breton !) passe pour le plus indémodable des p loucs. Normal puisque, Rive Gauche, on ne sait même pas que

GWERZ existe. Et on ne veut pas le savoir...

J'exagère ? Oui, bien sûr. A peine...

C'est dans ce contexte de désespérance et de mépris pour une musique qui n'intéressait pas (ou plus) l'intellocratie que MALICORNE, créé il y a une douzaine d'années par Gabriel YACOB, le guitariste du premier groupe de STIVELL, choisissait de s'auto-dissoudre après la parrution, en 1981, d'un dernier disque, « La balançoire en feu ».

Aujourd'hui, MALICORNE renaît de ses cendres...

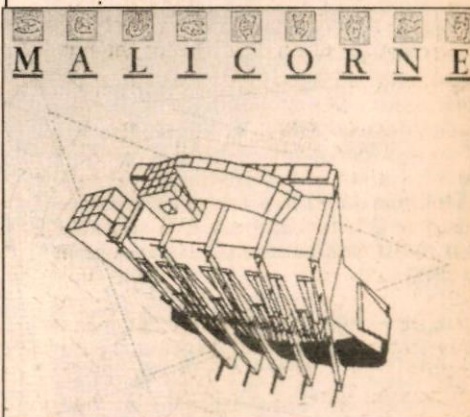
Un retour remarqué avec la sortie d'un album étonnant, « Les Cathédrales de l'Industrie ».

Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que le groupe a beaucoup évolué. A dire vrai, on ne sait plus très bien s'il s'agit de folk à forte influence rock, ou bien de rock quelque peu matiné de folk... Si les instruments traditionnels répondent toujours à l'appel (vielle à

roue, cromorne, mandoline, chabrette, uilleann pipe, tin whistle), ils se font pour le moins discrets.

Dans une interview à Parole et Musique, Gabriel YACOB explique la démarche du groupe : « Le folk a beaucoup baissé parce que le public en a eu marre, c'était devenu trop lourd et ça tournait en rond (...). On a profité de notre expérience de musique traditionnelle accumulée depuis quinze ans pour créer quelque chose de différent de la musique folk ». Le nouveau son Malicorne ? « Un son rock avec des instruments anciens (...). Mais attention, ce disque c'est Malicorne avec les mêmes gens ; simplement, ils ont évolué, ils se retrouvent cinq ans après avec de nouvelles sensibilités ».

Renouveau au niveau du son, mais aussi au niveau des paroles. Malicorne a abandonné le répertoire traditionnel de ses débuts pour ne plus chanter que ses propres textes. Mais si l'écri-



ture est moderne, nous évoluons, au fil des chansons, dans un univers sabbatique, peuplé de sorcières et de sorciers. Nous retrouvons les temps lointains et sombres où les compagnons parcouraient les routes et bâtissaient les cathédrales.

C'est en fait un incessant va-et-vient entre tradition et modernité que nous propose Malicorne, car si cathédrales il y a, ce sont celles de l'industrie, faites de briques et de poutres d'acier... Le monde de Malicorne : un monde étrange venu d'ailleurs, un monde ensorcelé.

Toujours dans Parole et Musique, Gabriel et Marie YACOB constatent, eux aussi, le retour en force du folk : « Les nouveaux groupes font beaucoup de musique fortement inspirée de la musique traditionnelle. Maintenant, les punks aux gros godillots dansent la gigue ».

Malicorne sera-t-il l'élément moteur de ce nouveau folk progressiste ? Réponse dans le prochain épisode, quand, dans quelques mois, le groupe effectuera sa rentrée sur scène.

En attendant, c'est un réel plaisir de retrouver, le temps d'un disque, la voix très spéciale de Gabriel.

Dalc'homp Sonj

Eclectique et bien présenté, le n° 17 de la revue historique bretonne comporte 11 articles : un intéressant commentaire explicatif de P. Gouletquer, sur l'exposition de Daoulas, consacrée aux eltes ; une étude sur l'architecture bretonne de 1918 à 1944, une évocation des jubés de Bretagne, les biographies de Morvan Marchal et de Yann Poupinot, 2 articles sur l'histoire galloise, un article en breton sur les étudiants bretons en Anjou. Jo Rio présente aussi une chanson de Brizeux de 1836. Avec ses chroniques et ses articles nombreux et de plus en plus sobres, avec une illustration abondante, « D.S. » devient un instrument indispensable, très accessible et d'un prix modique (20 F le numéro, 70 F l'abonnement), 36 rue Zola, 56100 Lorient.

Alan Heussaff récompensé

En Irlande depuis 1951, le Breton Alan Heussaff vient de recevoir, des mains du président de la République irlandaise, le prix Padraig Pearse, en récompense de son long combat pour développer une meilleure compréhension entre les pays celtiques. En 1961, A. Heussaff a été l'un des fondateurs de la ligue celtique, dont il a été le secrétaire général pendant près de 25 ans. Il est aussi membre actif de la Ligue Gaélique pour défendre les droits des locuteurs de langue irlandaise.

Cyclo-cross FSGT

L'harmonisation du calendrier devrait permettre un échange entre les clubs morbihannais, sud-finistériens et ceux des Côtes-du-Nord. Le clou de la saison sera la rencontre d'Hennebont le 25 janvier prochain, dans les bois de Sainte-Marie, pour le titre « régional ». Cette journée sera aussi le rendez-vous de tous les cyclotouristes pour la fête du vélo hivernale. Une date à retenir dès à présent.

Quelques épreuves restent à inscrire à ce calendrier. Les dates seront précisées en fonction des résultats des équipes de football locales à Mellac (29), Lanvéneq, Penquesten et Branderion (56).

Ces épreuves sont ouvertes aux licenciés cycloportifs et aux non-licenciés présentant un certificat médical de non-contre indication à la pratique de cyclo-cross en compétition.

Octobre : 5, Plémy (22), challenge du Méné ; 19, Plénée, challenge du Méné (22).

Novembre : 2, Saint-Jacques Bannalec (29), Landéhen (22) ; 11, Saint-Brandan (22) ; 16, Trébry (22), challenge du Méné ; 23, Saint-Alban (22) ; 30, Lanvaudan (56).

Décembre : 7, Riec-sur-Belon (29) ; 14, La Villeneuve Braouic, Quimperlé (29) ; 21, La Montagne, Lochrist-Inzinzac (56) ; 28, Le Bois du Château, Lorient (56).

Janvier : 11, Saint-Jacut-du-Méné (22), challenge du Méné ; 25, Sainte-Marie-Hennebont (56), championnat régional et rencontres cyclotouristes.

Février : 1^{er}, Kerdual en Quéven (56), Planguenoual (22) ; 9, Noyal (22) ; 22, Saint-Thurien (29).

Les pieds sur terre

On peut m'accuser de regarder l'avenir dans le rétroviseur ou de réagir avec une lenteur de pachyderme, mais la répétition de certaines analyses des élections régionales de mars me paraît un peu trop orientée. Echec, bide, voire « piquette », comme disent certains primates... On aura tout entendu. Mais qui attendait un succès ? Quel type de succès pouvait-on attendre ?

Rappelons quelques faits simples :

1. L'UDB était endettée jusqu'au trognon. Ses dettes dépassaient largement un budget annuel à l'automne 85. Pratiquement, depuis 83, elle n'avait aucun moyen — hors le « Peuple Breton » —



pour faire connaître ses positions, alors que les budgets publicités de nos concurrents augmentent — dans la clarté que l'on sait. Ainsi, certains UDB encartés n'ont même pas appris à temps que nous étions engagés dans cette élection !...

2. Nous savions que le couplage législatives — régionale — allait complètement éliminer le débat de fond sur la question « régionale » qui reste à faire, et qui seul pouvait nous permettre de marquer des points. L'importance particulière de ces législatives, évidemment favorable à la droite, malgré un Président de la République élu par la gauche, prompait tout l'oxygène disponible dans l'opinion publique.

3. Pour la première fois, dans ces conditions les plus défavorables, l'UDB était obligée, si elle voulait participer aux élections, de se présenter sur toutes les circonscriptions bretonnes à la fois.

Ces trois éléments suffisaient pour que notre participation n'ait que deux objectifs :

— une présence symbolique dans une élection que nous réclamions depuis vingt ans (certains militants répétaient d'emblée l'idée d'une non-participation) permettant un minimum de débats sur le fond ;

— avoir des contacts avec des militants, des groupes, des individus isolés dont les préoccupations rejoignent souvent les nôtres, même si des malentendus ou des rites de boutique nous séparent.

Pour ceux qui pouvaient encore croire à une petite chance d'avoir un élu ici ou là, le choix des « verts » éliminait toute illusion. Faire le nécessaire pour contrer les initiatives de ceux qui étaient les plus proches d'eux (combien de déclarations auraient pu être signées par les uns comme par les autres !) et donc pour favoriser ceux qu'ils désignent officiellement comme leurs adversaires, telle a été l'attitude des « responsables » véritables. Quelles que soient les cabrioles « idéologiques » dont ils se servent pour vendre leur marchandise, chacun retiendra leur refus de transiger affirmé clairement dès novembre 85 et répété par la suite !

Le potentiel électoral commun rendait arithmétiquement possible la probabilité de passer le cap des 5 %. Leur opposition systématique dans les cinq départements bretons a le mérite de la clarté. Qu'on s'en souvienne, dans les choix futurs ! A moins de faire les autruches.

Je passe sur tous les traquenards locaux, qui ne méritent pas qu'on s'y attarde...

Cela étant, je considère comme contre-vérités toutes les déclarations ou analyses rapides qui tendent à comparer ce score à des résultats précédents, sans beaucoup de nuances. On peut constater d'ailleurs que certains artisans pesants de la récupération font constamment dans la culture bretonne, l'écologie, le tiers-mondisme et autres lieux-dits. C'est pas clair, ça ?

Qu'on me m'accuse pas de dire : « pour l'UDB, tout va bien ». Mais je ne crois pas qu'on puisse baser une dynamique nouvelle sur des analyses trop partielles et donc partiales. Je crois également nécessaire de retenir la leçon pour les élections futures : on n'y participe que si on a des chances d'y gratter quelque chose de positif — d'une manière ou d'une autre.

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

68 c'est vieux 86 c'est mieux!

MARTINEZ, DÉPUTÉ DU FRONT NATIONAL, DÉCLARE QUE LA F.E.N. EST "UN RAMASSIS DE LYBIENS..."

LE PLUS DUR, C'EST DE S'ADAPTER AU CLIMAT BRETON!



... DE KHMERS ROUGES ET DE BARBARES...

C'EST À QUELLE HEURE, LE CONSEIL DE CLASSE DES SECONDES B?

À 17^H, AU PARLOIR!



IL AURAIT PU AJOUTER QUE PARMI LES BARBARES, IL Y EN A QUI SONT ENCORE PLUS BARBARES QUE LES AUTRES...

BREZHNEV A STUDIOC'H?



DIMANCHE 23 NOVEMBRE: 300 000 BRUTES SANGUINAIRES GALOPENT DANS PARIS...

POURVU QU'ILS NE VIENNENT PAS INCENDIER NOTRE INSTITUTION!!

JÉSUS MARIE!



QUE L'ON NE VIENNE PAS NOUS DIRE QUE LES SYNDICATS ONT SERVI L'IMAGE DES ENSEIGNANTS. ILS L'ONT DÉGRADÉE!

MAIS OÙ EST-CE QU'IL VA CHERCHER TOUT ÇA?!!



JEUDI 27: 200 000 ÉTUDIANTS MANIFESTENT À PARIS...

QU'EST-CE QU'ON FAIT, MONSIEUR LE MINISTRE?

CLÉ DE 12!



Abbé Perrot

L'histoire enfin possible



On a évoqué dans ces colonnes (octobre) la création théâtrale en breton du « Strollad ar Vro Bagan », « Yann Vari Perrot ou la mort d'un prêtre » et les démêlés de cette pièce, tantôt interdite, tantôt débattue avec passion, parfois dans le tumulte. Il est vrai que malgré une absence réelle d'a priori et de manichéisme, la pièce d'ar Vro Bagan ne donne pas dans la nuance et que chaque camp peut avoir l'impression d'avoir été caricaturé, voire malmené. C'est souvent l'une des caractéristiques — souvent salutaires — du théâtre. Sur le même sujet et fort à propos, Thierry Guidet, journaliste à *Ouest France*, vient de publier un ouvrage historique, aussi prenant que la pièce, profond dans sa recherche, équilibré dans sa démarche, pertinent dans ses conclusions. Il y a là le même effort de sérénité que B. Frelaut a mené il y a peu, chez le même éditeur, sur les « nationalistes bretons entre 1939 et 1945 ». La forme plus concise, le format plus maniable, la typographie aérée, en font même un ouvrage facile à lire, une sorte de roman policier où les détails seraient tous vrais et les ressorts profonds recherchés, en 195 pages seulement.

Une enquête policière

En d'autres termes, l'enquête journalistique est bien menée. La mort violente du recteur de Scrignac, un certain 12 décembre 43, ses obsèques, les retombées du drame sont sobrement évoquées. Puis c'est le retour aux origines, à Plouarzel, en 1877, où naquit Y.V. Perrot. La lente carrière d'un Léonard de haut niveau intellectuel, vite engagé dans la défense de la culture bretonne, souvent au premier rang, et qui, de ce

fait, ne devient recteur qu'à 53 ans dans l'une des paroisses les plus « difficiles » du Finistère, Scrignac. C'est qu'il a en face de lui Mgr Duparc, l'évêque de Quimper, provincialiste et antinationnaliste breton, par sens diplomatique autant que par conviction. Les arguments de l'un et de l'autre sont bien présentés. Et le moins qu'on puisse dire et que l'abbé Perrot ne fait que gagner en stature quand on lit ses défenses, ses argumentations (1).

L'apostolat de Perrot, son zèle à défendre ensemble « foi et Bretagne », son dynamisme inlassable, son autoritarisme de théocrate léonard, ses convictions séparatistes expliquent en partie le coup de crosse de l'évêque.

Pourquoi ?

Anticommuniste, Perrot était aussi antinazi, même si le premier aspect était le plus connu que le second. A Scrignac, ce fait a contribué à répandre les rumeurs les plus extravagantes sur ses prétendues relations avec les Allemands. Reste que l'attentat n'a pas été revendiqué et qu'il a fallu, après la guerre, nourrir d'insinuations un dossier d'accusation singulièrement vide. Un responsable actuel de l'ANACR, adhérent du PCF, le reconnaît : « Il est probable que l'abbé Perrot n'a pas été direc-

tement dans l'action. 40 ans après, je regrette qu'on l'ait tué ». L'auteur a recherché les témoins de la prise de décision. L'un d'entre eux indique : « la mort venait vite pendant la guerre. Nous n'avions pas le choix des peines ». T. Guidet s'essaie sur une piste récente, celle du BCRA (services secrets gaullistes), mais ce n'est pas concluant. L'état-major FTP du maquis de Scrignac revendique la décision, mais c'est un militant d'envergure lié à la direction du PC qui l'applique. Pourquoi ?

Là encore, l'auteur éclaire bien les hypothèses : (ou on a voulu tuer le recteur « Breiz Atao », ou on a froidement décidé de frapper une cible symbolique pour terroriser l'Emsav, ou le précipiter dans la collaboration pour le discréditer. Par la suite, tout s'est passé comme si cette hypothèse était la bonne. Beaucoup de témoignages, de livres et de lettres dépouillés : au terme de l'enquête, on pourrait presque dire que le dossier est clos, si les conséquences de l'affaire n'étaient encore présentes autour de nous. Quelques photos et documents auraient pu le montrer, mais alors le livre aurait coûté plus de 100 F !

J.J.M.

(1) Il y a encore un travail à faire pour appréhender la stature et la force morale de celui qui a été beaucoup plus qu'un recteur traditionaliste et bretonnant.

Les livres pour ceux qui aiment la BRETAGNE

LES EDITIONS BELTAN

43 rue St-Michel, 29190 BRASPARTS — Tél. 98.41.43.03

PRESENTENT :

Collection « Les bibliophiles de Bretagne »

- | | | |
|----------------|--|-------|
| 1. P. GALLIOU | Armorique romaine | 120 F |
| 2. R. LEPROHON | Vie et mort des Bretons sous Louis XIV | 120 F |
| 3. B. FRELAUT | Les nationalistes bretons de 1939 à 1945 | 125 F |
| 4. M. NICOLAS | Le séparatisme en Bretagne | 145 F |
| 5. E. VALLERIE | Communes bretonnes, paroisses d'Armorique (début décembre) | 100 F |

Hors collection :

- | | | |
|----------------|---|-------|
| Fr. DANTEC | Un marchand de vin du Finistère | 89 F |
| G. LE SCOUEZEC | Bretagne terre sacrée. Deuxième édition | 125 F |
| Th. GUIDET | Qui a tué Yann Vari Perrot ? | 100 F |

Aux Editions ALREA :

- | | | |
|----------------|--------------------------------|--------------------|
| Y. LA PRAIRIE | Une plume à la mer | 100 F |
| G. LE SCOUEZEC | Le peintre Maurice LE SCOUEZEC | 50 F |
| S. ROPARTZ | (Réédition) GUINGAMP | Les 2 vol. : 160 F |

**Demandez-les
à votre libraire**

et Diffusion-Breizh à SPEZET